

CA121
-63 B500



3 1761 11971439 2

RAPPORT FINAL (PARTIEL)

Auteur: Mme A. Lajoie-Robichaud
Sujet: Politiques et attitudes à
l'égard de l'Immigration
depuis la confédération
au Québec.

Division: VIII(b) Projet 2



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CATALOGUE No. 3522


CAI ZI

630500

POLITIQUES ET ATTITUDES A L'EGARD DE
L'IMMIGRATION DEPUIS LA CONFEDERATION
AU QUEBEC.

N.B. L'absence de documentation, de temps
et mon manque de formation en métho-
dologie de l'histoire me portent à
mettre le lecteur en garde contre la
teneur scientifique de ce document
qui relève, au mieux, du journalisme
spécialisé.

Andrée Lafore-Ribault
août /65



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119714392>

INTRODUCTORY NOTE

TITLE: POLITIQUES ET ATTITUDES A L'EGARD DE L'IMMIGRATION
DEPUIS LA CONFEDERATION AU QUEBEC.

par Madame Andrée Lajoie-Robichaud.

I. Purpose of this study.

This study was written as part of the wider study of immigration undertaken by Research. It will be utilized in a section of the wider study dealing with provincial activities in the field of immigration. It is not a highly finished study, and it was written under considerable pressure of deadlines, but it seems worthy of independent circulation.

II. Outline of contents.

I. Historical resumé of policy (pages 1-18). Note here the degree of activity in the early period, contrasting strangely with later inactivity activity. Note also the agricultural orientation of policy, and the failure of immigrants to settle successfully on densely-wooded lands.

II. Policy from 1945-1965 is difficult to analyse, and hence madame Robichaud concentrates on the legal status of immigrants, their disabilities and legal rights, as indicators of public policy towards immigration.

III. A third chapter (pages 33 to 40) deals with the establishment early in 1965 of a provincial immigration agency and the possible role envisaged for that agency.

IV. Part 2 (pages 41 to 80) deals with attitudes. The material here is more impressionistic, and can probably be read less intensively.

V. Tentative conclusions on pages 81 and 82.

Supervisor *K. D. MacLach*

INTRODUCTION

THE FOLLOWING IS A SUMMARY OF THE RESULTS OF THE STUDY.

THE STUDY WAS CONDUCTED IN THE FOLLOWING MANNER.

1. STATEMENT OF THE PROBLEM

THE PROBLEM WAS TO DETERMINE THE EFFECT OF THE STUDY ON THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT. THE STUDY WAS CONDUCTED IN THE FOLLOWING MANNER. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

2. STATEMENT OF THE RESULTS

THE RESULTS OF THE STUDY WERE AS FOLLOWS. THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT WAS IMPROVED AFTER THE STUDY. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT WAS IMPROVED AFTER THE STUDY. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT WAS IMPROVED AFTER THE STUDY. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT WAS IMPROVED AFTER THE STUDY. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

THE STUDENT'S KNOWLEDGE OF THE SUBJECT WAS IMPROVED AFTER THE STUDY. THE STUDENT WAS GIVEN A TEST BEFORE THE STUDY AND A TEST AFTER THE STUDY. THE RESULTS OF THE TESTS WERE AS FOLLOWS.

1ère PARTIE

P O L I T I Q U E S

1. POLITIQUES PASSEES

L'immigration aux termes de l'A.A.B.N. est de juridiction mixte. (1)

Aussi, un an après la Confédération, le 13 octobre 1868, une conférence fédérale-provinciale avait-elle lieu sur le sujet à Ottawa (2). Entre autres, il y fut décidé que le Gouvernement fédéral maintiendrait des bureaux d'immigration à Londres, ailleurs en Grande-Bretagne, sur le Continent, ainsi qu'à Québec, Montréal, Kingston, Toronto, Halifax etc...

Quant à elles, les provinces présentes à la conférence : Ontario, Québec, et le Nouveau Brunswick, s'engageaient à établir un réseau d'agences d'immigration sur leur territoire et à adopter une politique de colonisation particulièrement généreuse à l'égard des immigrants.

L'année suivante, la Province de Québec établissait

POLITIQUE

LA POLITIQUE

La politique est l'art de gouverner. Elle se divise en deux branches : la politique intérieure et la politique extérieure.

La politique intérieure concerne le gouvernement d'un pays. Elle a pour objet de maintenir l'ordre, de promouvoir le bien-être de la population et de défendre les intérêts du pays. Elle se divise en deux branches : la politique administrative et la politique législative.

La politique extérieure concerne les relations d'un pays avec les autres pays. Elle a pour objet de défendre les intérêts du pays, de promouvoir la paix et de promouvoir le bien-être de la population. Elle se divise en deux branches : la politique diplomatique et la politique militaire.

La politique est une science et un art. Elle nécessite une formation et une expérience.

le " département de l'agriculture et des travaux publics " auquel elle confiait la juridiction en matière d'immigration (3).

Un " commissaire de l'agriculture et des travaux publics " se voit confier l'administration de ce département, et il est chargé entre autres :

" d'adopter des mesures pour " ... " accélérer les progrès de cette Province et y attirer l'émigration des pays étrangers " (4).

En 1870, un bureau provincial d'immigration et de colonisation fut ouvert à Montréal (812 rue Craig) et M. C.E. Belle nommé titulaire avec un pouvoir de s'adjoindre un commis (5).

Peu après, un bureau semblable était établi à Lévis, pour s'occuper des immigrants qui arrivaient par le port de Québec. (Il est souvent fait mention de ce bureau dans divers documents du ministère, mais nous n'avons pu retrouver l'arrêté en conseil qui le crée).

En 1871, deux agents provinciaux d'immigration à l'étranger furent nommés, l'un pour les Iles Britanniques (6), l'autre pour le continent européen (7).

Nous avons donc dès cette époque mis en place des

structures qui permettaient de réaliser une politique de sélection, d'accueil, et de placement des immigrants.

Malheureusement, nos recherches ont été vaines sur un point : nous n'avons pas pu déterminer quand ces structures ont cessé d'exister parce qu'à partir de 1898 les dossiers de la colonisation ne comprennent plus de mention " immigration ".

Cependant, nous avons pu reconstituer assez bien quelle politique avait été suivie dans ce domaine entre 1869 et 1898 - et les effets de cette politique (et de celles qui l'ont suivie, mais dont nous ignorons tout) sur la colonisation.

Cette politique était cohérente : il s'agissait de recruter en Europe des immigrants Français et Belges de préférence et de les intégrer ici à l'économie agricole.

Le recrutement fut confié à M. A. Barnard (aussi décrit sous le nom de Bodard) qui reçut avec sa nomination en 1870 la mission " d'inciter d'excellents cultivateurs européens à venir s'établir chez nous " (8). Sa mission ne devait durer que six mois. Elle fut prolongée, et il devint un agent des gouvernements fédéral et provincial à la fois.

Ses rapports de 1889-90-92 vont tous dans le même sens : il s'est mis en contact avec les milieux concernés en Europe : Société de géographie commerciale, Alliance française, 40 directeurs de revues et journaux; il a fait une publicité bien organisée et financée en partie par le CPR et des crédits votés par le gouvernement Mercier en 1888; il a fondé la Société d'immigration française du Canada, établie à Montréal avec des filiales en France, en Belgique, en Suisse; il a organisé une mission du curé Labelle qui parcourut la France durant plusieurs mois, noua des relations très sérieuses, publia des brochures, donna des conférences (9).

Quelle sorte d'immigrants cherche-t-on à attirer ? des cultivateurs, des colons " des cultivateurs, la seule classe qui soit désirable, nous en connaissons plusieurs qui ont apporté avec eux des sommes de \$1,000 à \$10,000 " écrira Barnard (10).

" seuls les domestiques et les agriculteurs sont faciles à placer " commente M. Ibbolston agent d'immigration à Montréal en 1877 (11).

Par ailleurs, le placement des ouvriers est déjà un problème :

" Quant aux ouvriers " ... " qui viennent en partie de la Belgique "... " ils sont difficiles à placer, exigeants pour le salaire et le choix de l'ouvrage ". (10).

et " it is much to be regretted that professional and scientific men, artists, clercks and persons unaccustomed/^{to} general labour should be induced to immigrate " ... " They but rarely obtain suitable engagement, and from the nature of their early training are ill prepared to adapt themselves to the requirements of the country " (11).

Ibbolston se plaint longuement que les immigrants non agricoles, désappointés de ne pas trouver de postes de choix rapidement, refusent tout travail et deviennent un fardeau pour la charité de l'agence. Il va même jusqu'à suggérer que les personnes indésirables et non productives soient encouragées à rester chez elles.

A cette politique de sélection venaient s'ajouter des services de placement et de secours temporaire, comme en fait foi le rapport de E. Marquette, agent d'immigration à Montréal (12) :

" Les devoirs de l'agent d'immigration consistent :

- a) se rendre à bord des steamers et aux stations de chemins de fer pour recevoir les immigrants afin de leur aider à retirer leurs bagages, voir à l'échange d'argent et à l'achat des billets pour ceux d'entre eux qui se rendent directement dans différentes parties de la Province;
- b) à amener au bureau d'immigration ou à conduire dans un hôtel convenable ceux d'entre eux qui n'ayant pas de destination fixe, cherchent simplement un emploi provisoire, et à chercher autant que possible à les placer dans les campagnes d'où viennent généralement des demandes d'emploi en nombre suffisant;
- c) donner les renseignements nécessaires aux artisans pour qu'ils trouvent rapidement une occupation. "

" je remarque aussi que les immigrants patronnés par quelques sociétés d'Angleterre méritent les recommandations spéciales qui leur sont données. J'ai dirigé ces immigrés sur les cantons de l'est où ils donnent pleine satisfaction. Il est bon de faire remarquer que ces mêmes sociétés mettent des fonds suffisants à ma disposition pour ne pas laisser leurs protégés dans l'embarras ou à la charge soit du gouvernement, soit des sociétés nationales de bienfaisance ".

" les Canadiens dans le pays ou revenant des Etats-Unis, reçoivent de l'agent tous les renseignements nécessaires pour leur établissement et généralement ils sont préférés aux immigrés par les fermiers des environs de Montréal, lesquels leurs donnent un salaire plus élevé ".

" Je constate que l'immigration française et belge augmente sensiblement. Ces immigrants, en majeure partie gens de la campagne, sont des personnes de confiance et feront d'excellents citoyens. Cette immigration est à tous points de vues désirable pour la province de Québec ".

" en le considérant avec celui de l'année dernière, je constate que le nombre des immigrants a été moindre, mais en revanche en qualité supérieure en général, que les années passées. La décision qu'a prise le gouvernement fédéral de ne plus accorder de passage à prix réduit a eu pour effet de ralentir le courant d'immigrants vers le Canada, mais en retour, nous a valu une immigration plus avantageuse pour l'agriculture ".

Durant toute cette période des conférences fédérales provinciales sur l'immigration se sont succédées (2) (octobre 1869, octobre 1870, septembre 1871), qui s'efforçaient déjà avec un succès relatif de coordonner les politiques dans ce domaine.

Il y avait d'ailleurs une coopération fédérale-provinciale dans le transport des immigrants et l'établissement au Territoire du Nord-Ouest (12a).

En 1774, une nouvelle conférence eut lieu où " l'on réaffirma le principe du contrôle et de la direction fédérale dans toutes les matières pertinentes à l'immigration - et que les agences provinciales indépendantes devraient être abolies, et la publicité provinciale, si on y tenait beaucoup, devrait être confiée à des sous agents aux ordres du gouvernement du Canada ".

Est-ce le sens du double mandat de Barnard ? Ces pressions ont-elles fini par amener l'abolition des structures provinciales ? Les documents disponibles après 1898 ne nous permettent pas d'en juger.

Mais, en marge de l'immigration européenne, c'est l'émigration vers les U.S.A. des Canadiens-français et même des colons récemment établis, qui demeure la préoccupation majeure de toute cette période.

La principale législation mise en oeuvre depuis 1875 en est le témoin:

" l'Acte pour encourager les Canadiens des Etats-Unis, les immigrants européens et les habitants de la Province à se fixer sur les terres incultes de la Couronne " (13).

Cette loi commence par un préambule qui expose assez candidement les motifs de cette politique :

" Attendu que les Canadiens émigrés aux Etats-Unis manifestent en grand nombre le désir de venir se fixer sur les terres du domaine public de cette Province, et que pour encourager leur retour il est expédient de leur offrir certains avantages particuliers;

Attendu que les mêmes avantages pourraient attirer dans la Province une plus forte proportion d'immigrants agriculteurs disposés à se faire colons;

Attendu aussi qu'il est juste d'étendre les mêmes avantages aux habitants de cette Province "

Il faut tout de suite remarquer que cette mesure ne vise qu'incidemment l'immigrant, et encore, seulement l'immigrant européen. Elle a en effet été prise tout d'abord en vue du rapatriement des Canadiens émigrés

aux U.S.A., et dont elle affirme " qu'ils manifestent en grand nombre le désir de venir se fixer sur les terres du domaine public de cette Province ". On croit généralement qu'il y a eu un bureau de rapatriement à Nashway en Nouvelle Angleterre, mais nous n'avons pu trouver de preuve documentaire de son existence.

Nous sommes en pleine période d'agriculturisme et de " retour à la terre "; plus que jamais le clergé joue un rôle politique, particulièrement en ce domaine. Le curé Labelle a entrepris le développement économique des Laurentides. Mais, ce développement économique, il l'entrevoit à sa façon : par une politique de colonisation agricole intensive, qui devrait faire échec à l'exode massif des Canadiens-français vers les industries de la Nouvelle Angleterre. Il voit, et toute une partie du clergé et de l'élite voit avec lui, une noblesse à l'agriculture qu'il refuse à l'industrie; la structure paroissiale qui constitue l'élément de contrôle populaire par excellence pour le clergé, est mal adaptée au milieu urbain que crée l'industrialisation - et par une myopie politique qui la desservira grandement, l'Eglise du Québec va s'efforcer jusqu'après la crise économique, de plier la réalité à ses structures plutôt que d'adapter ses structures à une réalité qui se modifie malgré tout.

C'est dans ce contexte qu'il faut essayer de comprendre

cette mesure : avant tout faciliter le retour au bercail de ces brebis perdues que sont les Canadiens français émigrés aux U.S.A. et tant mieux si les immigrants européens en profitent aussi de même que les "habitants de cette Province", qui ne seraient pas déjà des agriculteurs - car ce qui compte en définitive, c'est la colonisation, le défrichement.

Cette politique fut un échec (15).

D'abord, sociologiquement, historiquement, elle allait à contre-courant. On ramène rarement à la terre celui qui l'a fuie pour l'usine, encore moins son fils.

Ceux qui revinrent ne réussirent pas - faute de compétence, ou bien à cause de la pauvreté du sol - à faire un succès de cette entreprise.

En effet, la loi dont nous venons d'analyser le préambule, prévoyait la vente de terres de la Couronne à des conditions très avantageuses et sans intérêts sur les montants impayés. Au surplus, le colon qui consentait à défricher lui-même un lot de quatre acres et à y construire sa maison, bénéficiait d'une avance pour ce faire de la part du Gouvernement.

La remise de ces avances devait s'échelonner sur cinq ans.

Cette loi fut votée en 1875. Or, dix ans plus tard, en 1885 (16), une loi " pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la Couronne " venait établir laconiquement le constat de faillite de cette politique. Cette nouvelle mesure prévoyait en effet " la remise totale ou partielle des sommes actuellement dues à la Couronne en vertu du Statut 38 Victoria, chapitre 3 ". (17).

C'est donc dire que durant la première décade de sa mise en oeuvre cette politique de retour à la terre n'avait pas permis l'établissement de colonies agricoles rentables, et qu'il y avait suffisamment de colons endettés vis-à-vis du gouvernement, en conséquence de cette politique, pour qu'on vote une mesure remédiatrice. Et cela, malgré le fait que le choix des bénéficiaires de ce prêt agricole avant la lettre, devaient être fait parmi les plus de dix-huit ans des trois catégories de personnes précitées " qui... paraîtront en état de réussir comme colon " (18).

Quoiqu'il en soit de ces politiques d'immigration et de ces mesures contre l'émigration, elles eurent un effet minime sur la colonisation. Qu'on en juge par le relevé suivant : (19)

" Vers 1866 ou 1867, 50 immigrants Allemands s'établirent dans le canton Derry (Papineau). Arrivés sans ressources, ils étaient, en 1869, déjà à l'aise, et avaient eux-mêmes construit un pont de 400 pieds sur la rivière Blanche.

Un autre groupe d'une cinquantaine d'Allemands s'établissait, trois ans plus tard, dans le canton Templeton, près du lac Portland (Papineau) où il réussit bien. Il en fut de même d'un autre petit groupement de même nationalité dans le canton Wakefield, sur la Gatineau.

En 1872, à la fin de mars, plusieurs colons Belges, ayant à leur tête M. l'abbé Verbist, s'établirent dans le canton Suffolk (Papineau). N'ayant pas l'expérience voulue pour se reconnaître en forêt et trouver les bornes, ils perdirent beaucoup de temps et épuisèrent vite leurs ressources. On leur vint en aide, mais quelques-uns se découragèrent. Douze familles seulement persévérèrent, et, en 1874, chaque colon possédait une maison, une grange-étable et un jardin potager.

Dans le même intervalle, d'autres petits groupements de Belges s'établirent à Papineauville, à Montebello et à Ripon, mais ne formèrent jamais de bloc distinct.

En 1873, eut lieu la fondation de Scotstown par un contingent de cinquante colons Ecossais recrutés par la "Glasgow & Canadian Lands Settlement".

La même année, la compagnie "Franco-Canadienne", sous la direction de M. Victor Vannier, fonda St-Zacharie-de-Metgermette.

En 1875, le gouvernement affecta les cantons de Ditton, Chesham et Emberton au rapatriement des Franco-Américains. Ces colonies, ouvertes le 15 avril 1875, comptaient, le 30 octobre de la même année, 92 familles venant des Etats-Unis, 102 de diverses parties de la province, et 36 européennes, soit une population de 1,090 âmes.

En 1880, la Compagnie de Colonisation et de Crédit des Cantons de l'est, société française, fonda, dans le canton Woburn, un établissement qui fut appelé St-Augustin-de-Channay.

En 1891, 60 à 80 Belges vinrent s'établir dans le canton Hamilton (Bonaventure), y construisirent un moulin à scie et y firent des défrichements. M. l'abbé Musseley était leur chef et l'âme de la colonie. Ce fut l'origine de la paroisse de St-Alphonse-de-Caplan. Cependant, cet essai ne fut pas très fructueux, et six familles seulement persévérèrent. M. Bodard, agent d'immigration, dans son rapport de 1892, disait que l'une des raisons de l'insuccès des colonies étrangères était que "les colons européens ne valent pas nos canadiens pour le "défrichement des terres boisées; ils n'écoutent pas, la plupart du temps, les conseils qu'on leur donne et veulent souvent dès la première année, extraire les racines des arbres abattus, méthode trop dispendieuse..."

En 1897, 50 Madelinots vinrent s'établir à Humqui (Matapédia). La même année, 30 Franco-Américains vinrent ouvrir Matalik.

Un groupe de 175 Finlandais vint s'établir, en 1901 dans les cantons de Boileau et Ferland. Cette tentative de colonisation fut infructueuse, et ces colons, après avoir obtenu les lettres-patentes de leurs lots, les abandonnèrent, pour un grand nombre, aux mains de la compagnie Price.

Vers 1910, une compagnie de colonisation, "La Nationale", de Lowell, Mass., avait obtenu une réserve de 250 lots dans le canton Hope (Bonaventure), pour y installer des colons. Elle en établit quelques-uns, mais n'ayant pas le marché voulu pour écouler leurs produits, ceux-ci abandonnèrent bientôt la partie.

En 1916, M. Albert St-Martin obtint, en faveur de la "Danado Inc.", une réserve de 42 lots dans le canton Rochon (Labelle) en vue d'y établir des colons italiens et autres nationalités étrangères. Cette société, composée de 168 membres, et dont les directeurs, ou du moins les têtes dirigeantes, affichaient des idées socialistes très avancées, périclita, et quatre ans plus tard, elle était réduite à son directeur-général seulement. Le gouvernement révoqua alors ses privilèges.

Pendant la guerre de 1914-1918, le gouvernement central acheta du gouvernement de la province un certain nombre de lots dans l'Abitibi. Des lettres-

En 1922, sous la direction d'un M. Bataille, de Newark, N.J., la compagnie " Italo-Canadian Guarantee & Mortgage " tenta un mouvement de colonisation pour l'établissement de Polonais, dans le canton de la Morandière (Abitibi).

En 1923, à la demande du révérend Père Marion, missionnaire-colonisateur, qui était allé faire enquête aux Iles-de-la-Madeleine, dont le surplus de population prenait, chaque année, la route de Boston ou de la Côte-Nord, une réserve de lots fut faite en faveur de ces recrues, dans le canton de Roquemaure, près du lac Abitibi. Malheureusement, en dépit des efforts du Père Marion, cette tentative resta infructueuse.

En 1924, une tentative de groupement de colons célibataires Belges fut faite dans le canton de Privat, près du lac Lois (Abitibi), sous la direction de MM. Luc Walkener et Adolphe Wapeneare. Malheureusement, cet essai n'eut pas plus de succès que les précédents, chacun voulant conduire et continuer à vivre comme des rentiers, par exemple : prendre le thé, l'après-midi, etc...

Parlant des colons français, et belges, M. Bodard, agent d'immigration française, mentionne dans son rapport annuel de 1898 au ministre, ce qui suit : " Il est curieux de constater, et des Français en ont déjà fait la remarque au regretté curé Labelle, qu'il n'y a pas de véritables colonies agricoles françaises ou belges établies dans Québec, et le curé Labelle, s'il n'était pas mort, avait le projet, de concert avec moi, de combler cette lacune ".

Jusqu'à présent, on peut dire sans se tromper que toutes les colonies françaises et belges qu'on a essayé d'établir dans la province de Québec n'ont pas réussi, et la cause de cet insuccès peut être attribuée au fait qu'on a toujours essayé de les établir dans les bois, et de faire défricher des terres boisées à des gens absolument impropres à ce travail.

Les Français et les Belges, bons cultivateurs sur des terres en labour, ne connaissent absolument rien au défrichement des terres boisées; l'habitude leur



manque, et leur faire abattre des bois, dès leur arrivée, c'est les vouer sûrement d'avance au découragement et à la misère.

1.- Il faudrait que ces familles (françaises et belges) aient à leur disposition, dès leur arrivée dans le pays, une maison et des terres défrichées, complètement en labour, et en assez grande quantité pour pouvoir se grouper au milieu de nos Canadiens, dont la mission est de leur servir de guide et de les imiter peu à peu aux habitudes du pays.

2.- Il faudrait aussi des terres boisées dans le voisinage de leurs établissements, assez nombreuses pour permettre à chaque famille de prendre un lot qu'elle ferait défricher par nos Canadiens, au lieu de le faire elle-même.

J'ai enfin trouvé dans Bonaventure, dans les cantons de Cox, Hope et Port-Daniel, l'emplacement d'une colonie agricole française, et lorsqu'elle aura réussi, je me propose d'en fonder d'autres. Comme les terres achetées par moi pour ces Français ne comportaient pas assez de labour pour faire vivre une famille, j'ai demandé pour chacune d'elles un lot boisé du gouvernement, et pour défricher ces lots, j'ai fait appel à tous nos braves défricheurs au moyen d'annonces dans les journaux, leur offrant \$8 de l'acre pour défricher, et la récolte de la première année dans le terrain défriché par eux. Trois cents réponses ont été données à cet appel. "

Le travail projeté fut cependant retardé, et l'entreprise ne fut pas un succès.

A la demande du Capitaine Viktor et du Major Gustav A. Testard Obalski, directeurs de la compagnie " La Nouvelle-France - Pologne ", le gouvernement de Québec créait, par un ordre-en-conseil passé en 1925, une réserve en vue d'y établir une colonie Polonaise. Les constructions principales furent érigées sur le lot 62/IV, appartenant à mademoiselle Sophie Gostamska, secrétaire de la société. L'existence de cette colonie n'eut que la durée des roses. La mésentente entre les sociétaires et le manque d'expérience des choses de la colonisation furent les principales causes de l'insuccès.

Sur les instances du révérend Père Josaphat Jean, prêtre ruthène, originaire de Rimouski, qui fut délégué auprès de la Société des Nations pour représenter les intérêts des Ukranien, après la guerre de 1914-1918, le gouvernement créa, en 1925, une réserve comprenant les lots situés dans la partie nord-ouest de La Morandière, Castagnier, Vassal, et la partie nord-est de Duvernay, en vue de l'établissement de Galiciens. Cinquante familles vinrent s'y établir. Le Père Jean construisit un monastère au Lac-Castagnier, au nord-est de Landrienne. Quinze lots furent réservés pour la ferme du monastère de cet ordre, dont l'Evêque titulaire était Monseigneur Nicetas Budka (les règlements de cet ordre, fondé par Théodore le Studite, se rapprochent beaucoup de ceux des Trappistes). Les lots réservés comprenaient la $\frac{1}{2}$ est des rangs VI à X inclusivement de Duvernay, ainsi que les premiers vingt lots des rangs VII et VIII de La Morandière, la $\frac{1}{2}$ ouest des rangs IX et X du même canton, et les lots 1 à 13/xi de Vassal. La mission portait le nom de Sheptetski. Elle fut abolie en janvier 1933.

L'insuccès de cet établissement est également dû à la pauvreté des colons et à leur inhabilité à défricher.

En 1925, le gouvernement, par l'intermédiaire de ses représentants, entra en pourparlers avec une organisation patronnée par Benito Mussolini, Premier Ministre d'Italie, en vue d'introduire au pays des maraîchers italiens, sous la direction d'un expert. Un groupe d'environ cinquante italiens, pour qui on avait obtenu un passage gratuit, fut dirigé vers l'Abitibi. L'agent du ministère, M. Julien Beaudry, entreprit de leur faire visiter la région, afin d'y choisir un endroit propice à leur entreprise. Malheureusement, ces immigrants, probablement entraînés par quelques soudoyeurs, s'éclipsèrent l'un après l'autre, à tel point qu'au bout de peu de temps, il n'en restait plus qu'une couple, les autres ayant gagné les villes, et ensuite les Etats-Unis.

Le 22 novembre 1928, Son Excellence Monseigneur Ross, Evêque de Gaspé, demanda au département la concession d'une centaine de lots pour l'établissement d'un monastère de Cisterciens, religieux qui sont soumis à

la même règle que les moines de La Trappe, avec cependant quelques variantes appropriées aux particularités de notre climat et aux oeuvres de notre province.

Le but de l'Evêque de Gaspé, en établissant ces religieux dans son diocèse, était, outre la visée religieuse, de donner un élan à la colonisation et à l'agriculture dans sa région. Cette communauté de Cisterciens se spécialisait dans la culture maraîchère. " Non contents de prêcher par l'exemple ", ajoutait Monseigneur Ross, " les Cisterciens ajouteront à leur oeuvre une école dont le but sera l'entraînement à la culture et au défrichement. Dans cette école seront admis les enfants d'un certain âge, en vue de les habituer à la culture ".

Cette communauté fut donc établie dans le canton Percé. Les pères qui la dirigeaient étaient pour la plupart, des Hollandais, entre autres le Père Gabriel et le Père Joseph. Malheureusement, l'entreprise n'eut pas le succès que l'on en attendait, car, comme la plupart des européens, ces gens n'avaient aucun entraînement au dur labeur du défrichement. Ils excellaient surtout dans le jardinage, et, en vue de préparer la terre à cette culture, ils perdaient un temps précieux à ramasser des brindilles et à faire de l'essouchement précoce.

Au cours des dernières années, cet établissement a été remis à la communauté des Frères de St-Viateur.

Enfin, en 1935, un groupement de Mennonites du Manitoba délégua un de ses représentants, M. David Raiman, pour lui trouver un endroit favorable où s'établir dans Québec. L'endroit de son choix fut Languedoc. Mais le gouvernement, fort de l'expérience du passé, et craignant les inconvénients sérieux qu'entraîneraient, pour les colonies avoisinantes, les coutumes de ces immigrants, ne voulut pas s'engager à créer les réserves que sollicitait M. Raiman pour ses concitoyens. "

Pour terminer le constat de notre politique passée en ce domaine, il reste à citer ce commentaire anonyme du journal Le Canada sur M. Duplessis (20) :

" C'est ainsi qu'il déclarait, l'autre jour, qu'une saine immigration française et belge serait avantageuse à la province de Québec, ce que le Canada soutient depuis longtemps. Le premier ministre ajoutait qu'il avait fait part de son sentiment à M. Vincent Auriol, président de la République française, et au vicomte Alain du Parc, ambassadeur de Belgique au Canada. On sait par ailleurs que les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation ont collaboré à l'établissement de Français et de Belges en notre province.

Il reste que ni le gouvernement français ni le gouvernement belge, malgré les aimables propos qu'a tenus M. Duplessis à MM. Vincent Auriol et du Parc, ne tiennent à voir leurs meilleurs citoyens s'exiler. En d'autres termes, Paris et Bruxelles n'encouragent pas l'émigration. Mais ils n'empêcheraient sûrement pas un agent recruteur de faire connaître en France et en Belgique les multiples attraits de la province de Québec. C'est ce que faisait le gouvernement d'Honoré Mercier, un authentique grand homme persécuté par le père d'un politicien qui se croit un grand homme, et qui est le seul à le croire ".

2. POLITIQUES PRESENTES (jusqu'à 1965)

Puisqu'il ne nous est pas possible de repérer la continuité de nos politiques à l'égard des immigrants avec précision depuis le début du siècle, nous avons pensé qu'un relevé de la législation québécoise en ce domaine nous permettrait de constater le statut que nous accordons à l'immigrant et par conséquent d'en déduire notre politique implicite.

a - Législation sociale

Trois lois prévoient des mesures sociales spécifiques pour les immigrants.

- Il s'agit de la Loi des sociétés de colonisation (21) en vertu de laquelle des sociétés dûment

incorporées avec l'assentiment préalable de
 " l'autorité ecclésiastique compétente de la
 dénomination à laquelle elles appartiennent ",
 peuvent obtenir pour leurs membres l'octroi de
 terres gratuites.

L'un des buts de ces sociétés doit être " de
 diriger les colons ou les immigrés vers les en-
 droits qui leur ont été assignés et réservés par
 le ministre ".

de la Loi des sociétés nationales de bienfaisance
 (22) qui permet à un groupe de dix personnes ou
 plus d'obtenir la personnalité juridique et les
 pouvoirs des corporations. Cette loi pourrait
 servir à des groupes d'immigrants pour former des
 collectivités nationales structurées autour de
 l'entraide mutuelle. Mais c'est une loi superflue
 puisque si elle n'existait pas on pourrait utili-
 ser la troisième partie de la loi des compagnies
 aux mêmes fins. Au surplus, une recherche au
 service des compagnies du secrétariat provincial
 ne nous a pas permis de découvrir si le mot
 " société nationale " visait des groupes ethniques
 ou bien s'appliquerait plutôt à des sociétés comme
 la Société Saint-Jean-Baptiste; le système de

classification des lettres patentes ne permet pas en effet de déterminer les chartes octroyées en vertu d'une loi en particulier.

- enfin, de la Loi des enfants immigrants (22) qui permet à des sociétés constituées à cette fin de :

" s'occuper du soin, de l'éducation, de la réforme ou de l'instruction des enfants immigrés dans la Province qui sont orphelins, négligés ou indigents, ou du placement de ces enfants dans les familles ou en apprentissage d'une industrie, d'un métier ou de toute autre occupation de genre semblable ".

Ces sociétés sont soumises à plusieurs contrôles visant le bien-être de ces enfants. Si ces enfants sont " incapables de se livrer à aucune occupation ou métier " ... la société " ... doit renvoyer cet enfant à l'endroit d'où il vient dans l'année à compter de la date de l'immigration ".

Nous ne nous arrêterons pas sur le caractère étrange de cette loi (qui ne s'explique pas en dehors de la politique britannique d'expédier aux colonies les orphelins à la charge des municipalités dans les " poor-houses ";) qu'il suffise de remarquer que la constitutionnalité de cette dernière mesure (soulignée) est plus que douteuse puisque la juridiction en matière de visas est fédérale et qu'il nous semble peu congru-

ant que l'autorité provinciale puisse passer des lois visant à expulser des gens du territoire.

D'autres lois affectent indirectement l'immigrant.

Ainsi, à cause de dispositions spécifiques, non pas aux immigrants comme tels, mais aux non résidents ou aux étrangers, l'immigrant peut :

- a) adopter des enfants (23)
- b) être accepté dans une école de protection de la jeunesse (24)
- c) bénéficier des avantages sociaux suivants :
 - . indemnité des victimes d'accidents d'automobile (25)
 - . pension des employés de compagnies (26)
 - . indemnité des frais des accidentés (27)
 - . indemnité résultant d'un accident du travail, versée même à ses dépendant vivant à l'étranger (28)
 - . prêt agricole (29)
 - . remboursement d'intérêt pour l'amélioration des fermes (30)
 - . crédit agricole (31)
 - . du fruit du regroupement des terres (32)

Par contre, l'immigrant peut être exclu des bénéfices suivants, selon la définition du mot " résident " dans chaque cas :

- . assurance hospitalisation (33)
- . concours artistiques littéraires et scientifiques (34)

- . bourses pour le personnel enseignant (35)
- . bourses et prêts aux étudiants (36)
- . assistance aux personnes âgées (37)
- . aide aux invalides (38)
- . allocation aux aveugles (39)
- . allocation scolaire (40)
- . assistance publique (41)
- . assistance aux mères nécessiteuses (42)

Nous ne prétendons pas que toutes ces lois excluent automatiquement les immigrants de la participation à leurs bénéfices, nous soutenons seulement qu'elles le font dans certains cas, et permettent au lieutenant-gouverneur en conseil de le faire dans les autres cas, par voie de réglementation.

b - Législation du travail

Plusieurs professions excluent de leurs rangs les immigrants en prévoyant que leurs membres doivent être des citoyens canadiens.

Il est possible que certaines conventions collectives devenues décrets par l'application du Code du travail comportent de telles restrictions et il semble qu'une recherche permettant de les déterminer s'effectue en ce sens au ministère du travail.



Nous nous contentons d'énumérer ici :

1. la liste des professions que la Loi réserve aux citoyens.
 2. la liste des professions que des règlements édictés en vertu de la loi peuvent interdire en pratique aux immigrants.
- Sont réservés aux citoyens par la loi les professions suivantes :
- . avocat (42a)
 - . notaire (43)
 - . médecin (44)
 - . dentiste (45)
 - . pharmacien (46)
 - . opticien d'ordonnance (47)
 - . agronome (48)
 - . architecte (49)
 - . ingénieur (50)
 - . constable (51)
 - . détenteur d'un permis de la régie des alcools (52)
 - . les décorateurs-ensembliers, à moins d'exception (53).
- Peuvent être réservées aux citoyens, résidents et en vertu de règlements, les professions suivantes :
- . fonctionnaire (à cause du serment d'allégeance) (54)
 - . agents de réclamation (55)
 - . chimiste (56)
 - . apprenti (57)



Pourtant - qui l'aurait cru ? - nous avons une loi sur la discrimination dans l'emploi ! (58). Elle prévoit que :

" aucun employeur " ... " n'exercera une discrimination dans l'embauchage, la promotion, la mise à pied, le renvoi ou les conditions de travail d'un salarié "

et définit la discrimination comme :

" toute distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession "

Cette loi ne s'applique qu'aux salariés et n'est par conséquent pas incompatible avec les restrictions des corps professionnels.

c - Droits civils

L'état et la capacité juridique sont régis par la loi du domicile; les immigrants, tant qu'ils n'ont pas fait la preuve de leur changement de domicile, sont donc en ces matières régis par la loi de leur domicile, mais restent soumis aux lois québécoises relatives aux personnes dans tous les autres domaines.

Quant aux droits affectant les biens meubles et

immeubles l'étranger (donc l'immigrant) a les mêmes droits à leur égard que le citoyen, et peut comme lui être poursuivi pour l'exécution des obligations qu'il a contractées, même en pays étranger (59).

Un immigrant qui serait tenu de verser une pension alimentaire en vertu d'un jugement rendu contre lui dans une autre province du Canada verrait ce jugement exécuté contre lui ici avec un minimum de formalités (60).

Enfin, si un immigrant (comme d'ailleurs tout citoyen) forme une compagnie étrangère ou en représente une à titre de courtier ou agent, il doit s'assurer que cette compagnie a obtenu son permis d'opération du lieutenant-gouverneur en conseil (61).

d - Droits civiques et liberté religieuse

Il faut être citoyen canadien pour voter (62) et pour être juré (63), ce qui prive les immigrants de ces droits.

Par ailleurs, la législation concernant la liberté religieuse ne s'applique pas qu'aux seuls immigrants, cependant, si l'on admet que les immigrants sont

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial data. This includes not only sales and purchases but also expenses and income. The document further states that regular audits are necessary to verify the accuracy of these records and to identify any discrepancies or errors. It also mentions that proper record-keeping is essential for tax purposes and for providing a clear audit trail to stakeholders.

In the second part, the focus shifts to the management of inventory. It describes various methods for tracking stock levels, such as periodic physical counts and perpetual inventory systems. The document highlights the importance of knowing the cost of goods sold and the value of inventory at any given time. It also discusses the challenges of inventory management, such as theft, spoilage, and obsolescence, and offers strategies to minimize these risks. The text concludes by stating that effective inventory management is crucial for maintaining healthy cash flow and maximizing profitability.

The third section addresses the topic of accounts receivable and payable. It explains how to manage the collection of payments from customers and the timing of payments to suppliers. The document provides guidelines for setting credit terms and for following up on overdue accounts. It also discusses the importance of maintaining good relationships with suppliers and the impact of payment delays on the business. The text ends with a summary of the key points covered in the document and a final statement on the importance of diligent financial management.

forcément originaires de pays étrangers et souvent de culture (y compris la religion) différente, il faut conclure que cette législation est pour eux d'une importance particulière.

La liberté des cultes est assurée au Québec par une loi à cet effet (64). Elle comporte en pratique au moins deux restrictions importantes :

- les lois de l'éducation prévoient que les écoles de langue française sont catholiques, et celles de langue anglaise protestantes.

Cependant, des mesures spéciales ont été prises dans le domaine de l'intégration culturelle :

Alertée aux problèmes des immigrants, la CECM fondait en 1948 un Bureau des Néo-Canadiens dont une des premières tâches fut d'établir des classes de langues pour immigrants adultes. Devant l'extension prise par ces cours et l'impossibilité de les financer à même son budget, la CECM obtenait du Secrétariat de la province une entente tacite pour le paiement du salaire des professeurs et des concierges sur présentation de comptes, la CECM défrayant le coût de l'organisation, l'administration et d'un nombre limité de classes.

Par la suite, les autres municipalités de la province purent bénéficier de la même aide de l'organisation des cours du soir de la province à la condition que la Commission scolaire locale en fasse la demande et que les règlements généraux des cours du soir soient observés (cf. 20 élèves pour ouvrir une classe, etc.) Nous nous limiterons pour l'instant à Montréal.

Depuis 1950, la CECM a ouvert 1136 classes avec 50406 immigrants inscrits.



Finalement, il faut savoir que depuis Septembre 1964, le Service des Néo-Canadiens a disparu comme tel et les cours aux immigrants ont été confiés au nouveau Service d'Education des Adultes. De plus, il est possible que l'ancien mode de financement sur présentation de comptes (qui avait l'avantage de ne pas imposer de limites aux cours pour des raisons budgétaires) soit changé et qu'à l'avenir, la CECM doive financer les cours aux immigrants à même la subvention globale du Ministère de l'Education pour l'éducation des adultes.

Programme

Les cours se donnent le soir à raison de 2 heures par cours, 2 cours par semaine durant 50 semaines (à la différence des cours pour canadiens qui ne sont que de 30 semaines). Des classes sont ouvertes durant l'été (financées exclusivement par la CECM). L'ancien Secrétariat provincial avait établi le programme suivant, toujours en vigueur :

- 1) l'immigrant qui veut apprendre seulement le Français a droit à 4 heures de cours par semaine.
- 2) l'immigrant d'expression française peut recevoir 4 heures de cours par semaine en langue anglaise.
- 3) l'immigrant qui ne parle pas français et qui désire étudier l'anglais doit sur les 4 heures de cours hebdomadaires, accepter de consacrer deux de ces 4 heures à l'étude du Français. Evidemment, cette dernière condition pose d'assez grandes difficultés sur le plan pédagogique et rebute un certain nombre d'immigrants.

Depuis 1950, les 50.406 immigrants inscrits ont été répartis comme suit :

40%	ont étudié le Français
10%	" l'Anglais
50%	" le Français et l'Anglais

Au plan religieux il faut noter que les registres de l'état civil peuvent être tenus par les églises catholiques et protestantes de droit, et par les autres sociétés religieuses, quand elles sont légalement autorisées à le faire (65). Cette " autorisation " serait dispensée par le protonotaire de la Cour supérieure du district impliqué sur présentation d'une demande des autorités de ladite société religieuse à condition qu'elle ait la personnalité juridique.

On voit que les religions catholique et protestante ont de fait un statut privilégié, et que l'immigrant d'une autre dénomination religieuse se trouve dans une situation exceptionnelle.

Au surplus, si nos lois permettent l'exercice de tous les cultes, elles rendent fort difficile la position de celui qui ne se réclame d'aucun d'entre eux.

L'absence de secteur neutre dans l'organisation scolaire, l'obligation de faire célébrer religieusement un mariage pour obtenir sa légalité (66) et de faire dresser un acte de sépulture par un fonctionnaire qui soit en même temps reconnu par une église ou société religieuse (67), sont autant de discrimination à l'égard des incroyants en général, et qui peuvent

affecter particulièrement les immigrants ou bien qualifier la sélection des immigrants à partir de critères particuliers.

Par ailleurs , il est possible d'obtenir un acte de naissance qui soit strictement civil (68) et il devrait être possible à partir de janvier 1966, de témoigner en Cour même si on ne croit pas " en Dieu et à l'existence de punitions et de récompenses après la mort " (69) puisque le nouveau projet de code de procédure civile, actuellement devant l'assemblée, prévoit l'abolition de cette disposition.

COMMENTAIRE

Si l'on essaie de dégager de la législation que nous venons d'analyser brièvement les grandes lignes de notre politique implicite en matière d'immigration, on en arrive à peu près à ceci :

Nous essayons d'attirer ici des immigrants croyants, avec une préférence pour ceux qui sont de culture anglo-protestante ou franco-catholique, et un intérêt particulier (et vaguement malsain ?) à l'égard des orphelins sans métier.

En attendant la citoyenneté ou la résidence réglementaire, non contents de ne pas leur offrir de services sociaux spécifiques à leurs besoins, nous les privons des bénéfices de plusieurs services sociaux accessibles aux citoyens non immigrants, et nous leur en accordons d'autres, sans qu'il soit possible de trouver un critère logique qui ait permis de déterminer les uns et les autres.

Au plan travail, nous favorisons leur accès à l'agriculture, et nous leur refusons l'accès aux professions libérales. Le commerce leur est accessible sans condition quand ils s'intègrent à une compagnie canadienne. Mais, s'ils veulent représenter une compagnie étrangère, ils sont soumis au contrôle du lieutenant-gouverneur.

L'accès, sans discrimination, aux emplois salariés leur est garanti par la loi.

Ils ne sont pas sujets à des discriminations flagrantes en matière de droits civils, mais ne jouissent pas des droits politiques avant de devenir citoyens.

3. POLITIQUES ACTUELLES ET FUTURES

Après un long silence législatif et parlementaire sur l'immigration, la législature du Québec a été saisie le 10 février 1965 d'une motion du député de l'opposition, monsieur Loubier, à l'effet :

" ... Que cette Chambre est d'avis que dans le plein exercice des pouvoirs conférés au Québec par l'article 95 de la constitution, le gouvernement devrait étudier la possibilité d'établir sans délai un service ou un ministère de l'Immigration de façon (a) que l'immigration dans le Québec soit toujours orientée dans le sens des intérêts économiques du Québec; (b) que l'immigration ne soit pas entre les mains de l'autorité fédérale un moyen de modifier la composition culturelle de la communauté québécoise; (c) que le Néo-Canadien admis dans le Québec puisse bénéficier de tous les services d'accueil et d'assistance qui leur sont nécessaires pour préserver leur particularisme légitime et pour faciliter leur apport à la vie québécoise ".

Cette motion a été longuement discutée par plusieurs députés et ministres (Laporte, Bertrand, Johnson, Levesque (René)) et finalement adoptée avec un amendement qui supprime le mot ministère.

Pour résumer ce long débat, on peut dire que l'opposition voulait la création d'un véritable

ministère de l'immigration et que le gouvernement n'était pas prêt à aller jusque là : la décision prise est clairement explicitée par les paroles de Pierre Laporte (71) :

" ... j'ai demandé que l'on songe immédiatement à l'organisation de ce service et je serai en mesure d'annoncer d'ici quelques jours qu'une personne hautement spécialisée puisqu'elle a été en charge du service des visas à Paris pendant quelques années et en Israël pendant quelques années, a accepté de prendre la direction de ce service à l'intérieur du service du Canada français d'outre-frontières, que son bureau sera installé à Montréal dans les bureaux du ministère des Affaires culturelles et que sa tâche fondamentale sera de créer un organisme chargé de coordonner les efforts de tous ceux qui s'intéressent aux Néo-Canadiens, chargé d'intensifier ces efforts et chargé de les diriger. "

Mais peut-on considérer Pierre Laporte comme le porte parole du gouvernement dans cette matière et la politique future sera-t-elle d'établir un service de coordination des bonnes volontés ? Ou bien faut-il se reporter à l'exposé de René Lévesque qui a élaboré l'ébauche d'une politique globale d'immigration dont " la coordination des efforts de tous ceux qui s'intéressent aux Néo-Canadiens " n'est qu'une partie, et encore pas la plus importante ? Voyons plutôt les grandes lignes du schéma de

de monsieur Lévesque : l'accueil (72), le placement (73), l'intégration scolaire (74), l'intégration sociale (75), la sélection (76) seraient les éléments d'une politique cohérente qui serait appliquée par une direction générale ou un service qui déboucherait sur un comité interministériel.

Dans l'immédiat, on a engagé un conseiller technique chargé :

1. d'élaborer une politique et
2. de proposer une structure pour la réaliser.

Pour élaborer cette politique le conseiller technique a formé un comité interministériel réunissant tous les ministères impliqués :

- . éducation (cours de langue, citoyenneté)
- . travail (placement)
- . santé et famille (services sociaux)
- . affaires fédérales provinciales
- . affaires culturelles (intégration culturelle)
- . industrie et commerce (sélection)
- . richesses naturelles.

Ce comité a siégé très régulièrement et doit très bientôt faire son rapport au cabinet sur la politique et les structures à recommander.

Les recommandations de ce comité au plan des politiques seront très détaillées et précises, mais elles ne seront qu'une explicitation de l'exposé que nous citons en entier (77) :

Les raisons qui motivent la nécessité d'une politique d'immigration pour le Québec ne sont pas nouvelles, mais il convient quand même de les résumer comme suit :

1) Raisons d'ordre démographique :

Les études statistiques démontrent que la population d'expression française décroît en importance relative tant au Canada qu'au Québec et ceci, en grande partie parce que l'augmentation, côté français, de la population par immigration est un phénomène marginal, alors que du côté anglais c'est un apport important.

Sans doute est-il utile de rappeler ici quelques chiffres révélateurs et à l'échelon de notre faillite passée et de la tâche future. Entre 1940 et 1963, l'Ontario a reçu deux fois et demie plus d'immigrants que le Québec, soit 1,171.056 contre 463.250, le total pour le Canada entier étant de 2.244.656. Il apparaît, selon certaines estimations que neuf immigrants sur dix dans la région de Montréal adoptent la langue anglaise. Un seul immigrant sur trois, chez les catholiques, fréquente l'école française et l'on peut prendre pour acquis que chez les non-catholiques, le choix de l'école anglaise est infiniment plus grand.

2) Raisons d'ordre économique :

Même si le Québec connaît un taux de chômage assez élevé, celui-ci se situe principalement d'une part parmi les travailleurs non qualifiés et d'autre part, dans les régions localisées.

Il est certain qu'avec le taux d'expansion industrielle qui est le nôtre, le Québec pourrait absorber une immigration sélective orientée vers des secteurs déterminés. Encore faut-il être en mesure d'établir les besoins en main-d'oeuvre qu'il serait rentable de remplir immédiatement ou à long terme par un apport de main-d'oeuvre étrangère.

3) Raisons humaines et sociales :

Une activité aussi importante que l'immigration au Québec de 20 à 30.000 personnes par année - pose des problèmes particuliers pour l'immigrant et la société qui le reçoit. Qu'il s'agisse de sécurité sociale, d'adaptation culturelle, de discrimination raciale, d'intégration au travail ou d'éducation, le Québec a une responsabilité certaine dans ces domaines.

4) Raisons d'ordre politique :

Si, pour des raisons que peut expliquer sinon justifier l'histoire, les Canadiens français ont maintenu à l'égard des immigrants une attitude indifférente ou même hostile, on peut conclure, devant les débats récents, que cette attitude a considérablement changé et que les manifestations de l'opinion publique ne laissent aucune équivoque sur son désir de voir le Gouvernement s'occuper d'immigration.

5) Raisons d'ordre constitutionnel :

Le domaine de l'immigration, d'après la constitution, comporte une juridiction mixte; c'est donc par refus ou par négligence et non par manque de pouvoir que le Québec ne s'est pas jusqu'ici occupé d'immigration. De plus il a laissé le Gouvernement fédéral occuper administrativement les domaines du bien-être et du placement des immigrants, domaines qui sont de juridiction provinciale.

Cette politique devra poursuivre deux objectifs qui sont intimement liés :

- 1) favoriser la venue au Québec d'immigrants désirables en fonction de nos impératifs économiques et culturels;

2) faciliter l'intégration de l'immigrant
au milieu québécois

- en lui offrant les services spécialisés
nécessités par sa condition d'immigrant,
- en assurant sa participation à la vie et
aux ressources communautaires.

Dans la poursuite du premier objectif, il apparaît évident que doivent intervenir tous les organes de planification de l'économie et des ressources humaines afin d'établir nos besoins; une fois ces besoins déterminés, il sera nécessaire de maîtriser ou d'influencer les mécanismes de recrutement pour nous permettre d'y répondre.

Dans la poursuite du second objectif, chaque ministère ou organisme gouvernemental se devra d'intensifier dans ses programmes, ses politiques, la préoccupation immigration pour assurer à l'immigrant se part égale de la vie et des ressources communautaires : par exemple que l'immigrant étudiant ait aussi droit aux bourses d'études, aux allocations scolaires, que l'immigrant travailleur soit jugé sur une base de compétence et non en terme de citoyenneté canadienne, que l'immigrant indigent bénéficie des lois sociales, etc.

En tous état de cause, il faut admettre que la promotion de l'immigrant est étroitement liée à celle du québécois; ainsi plusieurs des problèmes ou obstacles rencontrés par les immigrants sur leur chemin vers l'intégration seront surmontés ou éliminés parallèlement à l'amélioration apportée aux conditions de vie des québécois et à l'économie en général du Québec.

Cependant, l'immigrant par sa condition même d'immigrant a des problèmes spéciaux, différents de ceux d'un québécois et auxquels il faut prévoir des solutions particulières.

De plus, pour une période temporaire mais définissable, il se trouve en position d'infériorité vis-à-vis de l'autochtone et il pourrait s'avérer injuste et inefficace de vouloir l'intégrer immédiatement dans les structures établies.

Pour ces deux raisons et sachant mettre à profit l'exemple et la longue expérience du Ministère fédéral d'une part et des nombreuses agences d'autre part, il semble préférable de mettre à la disposition de l'immigrant des services spécialisés qui couvrent, pour une période de temps définie, toute la gamme de ses besoins et de grouper ces services sous une seule et unique juridiction.

En effet, il est particulièrement important pour l'immigrant à qui se posent tous les problèmes d'un seul coup, de se sentir pris en charge par une seule et même organisation responsable et celle-ci ne pourra être fonctionnelle si des domaines importants échappent à sa juridiction, que ce soit dans le recrutement, l'accueil, le placement etc.

Dans l'état actuel des choses cependant, il semble impensable d'ajouter une structure nouvelle, peut-être aussi inefficace, aux trop nombreuses qui existent déjà.

Aussi faut-il envisager :

1) la récupération, à plus ou moins brève échéance, de ce champ d'administration qu'a occupé le Gouvernement d'Ottawa dans la réception, l'assistance et le placement des immigrants.

2) l'évaluation et la ré-orientation des services fournis par les nombreuses agences qui s'occupent d'immigrants.

3) la coordination ou un transfert de responsabilité au nouveau service d'immigration, des divers services pour immigrants assurés par les différents ministères provinciaux.

Afin d'assurer la mise en oeuvre d'une politique d'immigration globale et plus immédiatement du programme ci-haut, il est proposé :

- 1) la formation d'un comité consultatif interministériel formé des représentants de tous les ministères intéressés;

- 2) la nomination dans ces ministères d'agents de liaison chargés de collaborer, au niveau des recherches et des réalisations, avec le Service de l'Immigration.

Il semble que cet énoncé soit plus près de l'exposé de monsieur Lévesque que de celui de Monsieur Laporte, et qu'il implique davantage au plan des structures. Mais, tant qu'il n'est pas approuvé par le cabinet il est impossible de savoir laquelle des deux thèses l'emportera.

La même question se pose au plan des structures : y aura-t-il un simple service à l'intérieur du ministère des affaires culturelles ou un organisme semi-autonome pourvu de certains services (accueil, sélection, placement) et coordonnant certains autres (éducation, assistance, etc.) ?

Dans ce dernier cas, la question se pose de savoir à quel ministère cet organisme serait rattaché. Encore une fois aucune décision n'a été prise par le cabinet : le compromis le plus prévisible à l'heure actuelle serait un organisme semi-autonome, mais rattaché aux affaires culturelles. Quant à son mandat et à l'importance des politiques qu'il pourra appliquer, seul le vote des crédits par la Chambre pourra nous renseigner là-dessus.

2^{ème} PARTIEA T T I T U D E S

Les attitudes traditionnelles de la population québécoise en matière d'immigration sont confusément connues de tous : une certaine indifférence, voir une animosité à l'égard de l'immigrant que l'on considère comme un compétiteur au plan de l'emploi, et comme un apport supplémentaire à la population anglophone du pays - attitude tempérée par des appels à la charité émanant du clergé, et des appels à la lucidité politique émanant d'une certaine partie de l'opinion nationale.

Cependant, il est assez facile de voir que ces attitudes se sont formées en réponse à une politique des anglo-saxons que l'on trouve particulièrement bien décrite dans le rapport Durham (1a) :

" Car la question qui se pose est celle-ci : Quelle race devra vraisemblablement convertir par la suite en un pays habitable et florissant les déserts qui couvrent aujourd'hui les riches et vastes régions qui environnent les circonscriptions étroites où vivent les Canadiens-français ? Si cela doit s'accomplir dans les Dominions Britanniques

The question is, by what race is it likely that the wilderness which now covers the rich and ample regions surrounding the comparatively small and contracted districts in which the French Canadians are located, is eventually to be converted into a settled and flourishing country? If this is to be done in the British dominions, as in the rest of North America, by some speedier process than the ordinary growth of population, it must be by immigration from the English Isles, or from the United States.

comme dans le reste de l'Amérique du Nord, par un procédé plus rapide que la croissance naturelle de la population, ce doit l'être au moyen de l'immigration des Iles Britanniques ou des Etats-Unis "

Mais, s'il est relativement facile de résumer ainsi l'impression globale qui émerge au terme d'une enquête dans les milieux concernés et d'une revue de la presse, il est moins facile d'étayer ces affirmations avec des preuves documentaires précises.

Pour l'après guerre la documentation est relativement abondante; un certain nombre d'écrits des années trente sont encore disponibles - mais pour le reste, nous n'avons que des miettes d'informations.

Est-ce à dire que l'indifférence était si totale que les écrivains et les journalistes se sont tus à ce sujet et que les corps intermédiaires ne s'en sont pas souciés non plus ?

Il ne semble pas qu'une telle conclusion soit compatible avec l'existence des politiques que nous avons relevées depuis les débuts de la confédération. En effet, les politiques ne sont pas le fruit de la génération spontanée, et on en retrouve toujours la source dans les attitudes de la société contemporaine

et l'écho dans la presse.

Malheureusement l'absence de documents ne nous permet pas d'affirmation plus précises pour la plus grande partie de la période considérée.

A tout événement, nous exposerons successivement, dans la mesure où nous avons pu les déterminer, les attitudes :

- . du monde des affaires
- . du monde du travail
- . de l'Eglise
- . des sociétés d'accueil et de bien-faisance
- . de l'opinion publique.

1. LE MONDE DES AFFAIRES

La Chambre de Commerce (1) du district de Montréal s'est intéressée de très près à l'immigration, trois fois depuis la guerre.

En 1947, dans un mémoire qui résume la situation canadienne en matière d'immigration, la Chambre recommandait entre autres :

- " c) que la politique canadienne en matière d'immigration s'inspire des aptitudes techniques des immigrants en fonction des besoins bien déterminés de main-d'oeuvre ou d'esprit d'entreprise au Canada;
- d) que les Britanniques et les Français soient mis sur le même pied quant à la préférence accordée aux immigrants;
- f) que la politique d'immigration soit arrêtée en collaboration avec les provinces puisque la juridiction est conjointe, et l'intégration culturelle laissée aux provinces puisque l'éducation est de compétence provinciale. "

Le Gouvernement fédéral a accédé à la demande, formulée dans ce mémoire, relative à l'extension aux

Français des privilèges accordés aux britanniques et en 1951 " pour la première fois depuis 1763, des Français immigreront en nombre au Canada ".

Mais la Chambre a reçu et vérifié des plaintes à l'effet que les immigrants sont bernés avant leur départ et mal accueillis ici, et qu'ils ne sont aidés à s'intégrer ni au plan du travail ni au plan culturel.

En conséquence, dans un nouveau mémoire de 1952, la Chambre formule le vœu que le Gouvernement provincial assume la charge de la propagande en France et de l'accueil au Québec, qu'il intensifie son aide aux sociétés de bienfaisance qui s'occupent d'immigrants et aux Commissions scolaires qui leur donnent des cours spéciaux. Elle recommande également une meilleure collaboration entre les ministères fédéraux de l'immigration et du travail pour une meilleure politique de placement des immigrants.

Enfin, elle propose la réunion d'un comité des corps intermédiaires pour établir une politique d'immigration à long terme pour le Québec.

Finalement, dans son mémoire à la Commission Tremblay, en 1955, la Chambre recommande l'établissement d'une agence du Québec à Paris avec un préposé à l'immigration, l'élaboration d'une politique globale d'immigration, et la préparation de l'opinion publique et des milieux du travail à accepter l'immigrant.

C'est dire que dans l'ensemble la Chambre de Commerce a été favorable à l'immigration française et compétente au Québec, et qu'elle s'est intéressée de près à formuler des politiques précises dans ce domaine. Interrogés à cet égard, ses dirigeants ont précisé que leur politique reste inchangée, et que le seul développement récent consiste en une légère impatience vis-à-vis du nouveau service provincial d'immigration que l'on trouve lent à démarrer.

Quelques compagnies (2) Nous avons interrogé cinq compagnies très importantes dans les transports, l'industrie manufacturière, l'industrie lourde, sur leur politique d'emploi à l'égard des immigrants et leur attitude à l'égard de l'action gouvernementale dans ce domaine.

Notre enquête a révélé que toutes ces compagnies accordaient de fait une préférence aux citoyens canadiens dans l'emploi; certaines d'entre elles ont même une question relative à la citoyenneté dans leurs formules de demande d'emploi. On pourrait formuler leur politique commune en disant qu'à compétence égale on accorde la préférence à un citoyen canadien et qu'on n'engage des immigrants que pour des postes difficiles à recruter.

Quand il y a pénurie de certains types de compétence, certaines de ces compagnies font du recrutement à l'étranger; elles le font alors par leurs propres moyens (filiales ou alors annonces) et ne songeraient en aucun cas à se fier aux services d'une agence gouvernementale.

C'est dire que l'attitude pratique des technocrates anglo-saxons du Québec n'est pas plus favorable aux immigrants que celle de leurs collègues canadiens-français, au contraire.

Canadien National - Si l'on s'arrête à l'attitude des compagnies canadiennes en matière d'immigration

au Québec, il faut remarquer tout particulièrement celle du Canadien National, qui a été particulièrement importante.

En effet, vers 1925, une direction de l'agriculture et de la colonisation fut formée au Canadien National. Son but était d'aider au développement du territoire couvert par le chemin de fer de cette compagnie. On créa des bureaux en France et en Angleterre d'où les agents rayonnaient dans d'autres pays d'Europe. Ils avaient pour tâche de recruter des immigrants, de les interviewer, de les aider à s'établir sur des fermes (en agissant presque comme agents d'immeubles) ou à leur trouver du travail dans l'agriculture. En 1961, les unités de cette direction dont les services étaient toujours en demande furent intégrés à d'autres directions de la compagnie et la direction de l'agriculture et de la colonisation cessa d'exister.

L'opinion canadienne française était opposée en général à cette politique qui conduisait gratuitement dans l'ouest canadien des immigrants, alors que les canadiens français du Québec ne pouvaient bénéficier des mêmes services. On en trouve des échos dans la

presse des années 1930, et dans les résolutions de la C.T.C.C.

Club Richelieu - Ce club est l'équivalent canadien français des Rotary ou Kiwanis. Il groupe des hommes d'affaires autour d'une table et leur présente mensuellement un conférencier. Deux de ces dîners-causeries furent organisés en décembre 1950 et en septembre 1953.

En plus de conférences sur les problèmes d'immigration, on remarque la participation de plusieurs immigrants comme invités d'honneur et des dons en argent du Club aux sociétés de bienfaisance pour immigrants.

Société Saint-Jean-Baptiste (3a) En 1937, elle s'oppose à l'entrée de nouveaux immigrants à cause du chômage. En 1948, les congressistes de la Société " prient les députés d'Ottawa d'arrêter cette immigration anti-nationale, nos soldats ne s'étant pas battus pour permettre aux étrangers d'envahir leur pays " (3).

Pourtant, dès 1950, la Société " s'intéresse vivement

aux Néo-Canadiens ", et les invite au défilé de la Saint-Jean, geste qui sera répété l'année suivante, alors que la Société St-Jean-Baptiste formait le projet d'assistance aux Néo-Canadiens (4). En 1952, la Société réclame une immigration française; dans un mémoire à Messieurs Duplessis et St-Laurent, elle demande " que le Gouvernement provincial s'intéresse activement à l'immigration française et ouvre des bureaux à Paris et à Bruxelles. Le mémoire explique que " puisque nous ne pouvons empêcher l'immigration (contrôlée par le fédéral), il faut en tirer le meilleur parti possible et attirer des immigrants français (5). Enfin, en 1964, le président de la Société, M. Robert nie que l'attitude des canadiens français soit plus négative que celle des autres canadiens à l'égard des immigrants. Il voudrait qu'on leur offre la " nationalité canadienne-française "

2. LE MONDE DU TRAVAIL

- . Les corps professionnels ont tous des restrictions à l'égard des immigrants (voir chapitre des politiques). Comme mesure récente on note un bulletin du Collège des médecins (août 1965), demandant la collaboration de ses membres pour dénoncer les immigrants qui travaillent dans les hôpitaux sans avoir fait la déclaration réglementaire et qui " s'alarme " du nombre d'étudiants étrangers qui veulent rester ici une fois leurs études complétées.
- . F.T.Q. Cette centrale syndicale a passé deux résolutions en 1960 (6) demandant au gouvernement fédéral de restreindre l'immigration de façon à mettre fin à l'aggravation du chômage et " à l'exploitation des immigrants par les employeurs ".
- . La C.S.N. (autrefois C.T.C.C.) a eu une attitude carrément négative à l'égard de l'immigration de 1921 à 1949 (6a), exprimée clairement au cours de 21 résolutions qui se résument à une recommandation au Gouvernement fédéral de suspendre toute immigration non agricole pour une quantité de raisons : chômage, crise du logement, infiltration communiste et

socialiste, invasion des chefs syndicaux américains, problèmes sociaux causés par les immigrants. On remarque une pointe d'antisémitisme en 1933, une protestation en faveur des Japonais en 1946, et en faveur du rapatriement des Franco-Américains agriculteurs en 1930.

Puis en 1949, l'attitude se modifie : on propose que le Gouvernement du Québec verse un octroi " aux organismes privés qui s'occupent des immigrants jugés sympathiques à la cause des Canadiens-français " (6b).

A partir de ce moment, jusqu'en 1957, l'attitude fondamentale devient plus restrictive que négative et en 1954 (6c) le cahier des revendications expose un ensemble de recommandations qui constituent non seulement des critères de sélection, mais des mesures de bien-être. Ce texte vaut d'être cité en entier :

" IMMIGRATION (extrait du Cahier des Revendications).

- 1) Que le Ministère de l'Immigration établisse ses contingents d'immigrants après une enquête sérieuse auprès du Service National de Placement, des employeurs et des syndicats ouvriers afin de bien connaître la situation et être en mesure de faire une sélection qui soit basée sur des besoins réels du pays;
- 2) qu'aucun groupe d'immigrants ne soit admis au Canada à moins qu'il ne réponde à un besoin réel de main-d'oeuvre permanente;

l'importation de travailleurs européens pour des travaux saisonniers provoque fatalement un accroissement de chômage dans les périodes creuses de l'emploi;

- 3) que le gouvernement surveille la publicité faite par ses officiers d'immigration et par les compagnies de transport canadiennes dans les pays européens. Une enquête approfondie conduite auprès des Néo-Canadiens démontre que de ces deux sources, les candidats européens à l'immigration ont reçu des promesses d'emploi équivalentes à de fausse représentation;
- 4) que le gouvernement du Canada fasse bénéficier les immigrants de notre régime d'allocations familiales dès leur entrée au pays;
- 5) que le gouvernement admette de préférence au pays des familles d'immigrants plutôt que des individus;
- 6) que le gouvernement canadien revise sa politique de logement dont les restrictions récentes ne cadrent pas du tout avec la politique d'immigration. Restreindre les crédits à l'habitation au moment où nous admettons en masse des travailleurs étrangers avec leurs familles, c'est courir à un désastre inévitable en matière de logement et risquer de provoquer dans la population canadienne un sentiment hostile à toute immigration quelle qu'elle soit;
- 7) que le Ministère de l'Immigration cesse toute immigration dans les périodes mortes et qu'il informe les immigrants du peu de chances qu'ils ont de se trouver un travail rémunérateur en hiver. Les compagnies de transport devraient coopérer avec le gouvernement pour éviter autant que possible l'entrée d'immigrants pendant cette saison. "

Parallèlement à ce changement d'attitude qui commence

en 1949, on note la formation à la C.S.N. d'un service d'accueil aux immigrants qui se chargeait de les aider à trouver du travail, dans l'espoir de les voir ensuite adhérer à sa centrale, ce qui eut effectivement lieu dans le cas des immigrants italiens engagés dans le métier de poseurs de tuile.

Après 1957, aucune résolution ne mentionne l'immigration et le service d'accueil, quoique toujours existant en théorie, fonctionne de moins en moins activement.

3. L'EGLISE

Au XIX^{ème} siècle l'Eglise a eu un rôle politique en matière de colonisation et de retour à la terre, qui a eu des incidences sur la politique d'immigration.

L'industrialisation américaine antérieure à la nôtre et plus rapide qu'elle a commencé d'attirer les canadiens des milieux ruraux dès la crise économique de 1837. Au début de la Confédération cette émigration continue : entre 1870 et 1890, environ 200,000 personnes d'origine française ont quitté la Province (7). Cette situation alarme l'opinion publique et le clergé en particulier qui commence à prêcher le "retour à la terre".

En effet, c'est un souci pastoral qui est à l'origine de cette attitude. Un clergé rural a établi des structures paroissiales dont l'efficacité diminue considérablement en milieu urbain. Il est donc naturellement porté à considérer que seul le retour sur la ferme peut garantir la sécurité matérielle et morale des fidèles. Il fera donc pression auprès du Gouvernement pour obtenir une politique de colonisation qui encourage le retour des canadiens français urbanisés et de ceux qui

sont émigrés aux Etats-Unis. Ces mesures seront étendues à tous les immigrants (8).

Il n'est pas faux de dire que l'attitude de l'Eglise a été déterminante dans l'élaboration de cette politique.

Entre 1910 et 1945, nous n'avons pu trouver aucun document sur l'attitude de l'Eglise du Québec à l'égard de l'immigration. Une sélection d'articles (9) de journaux sur l'immigration remontant jusqu'à 1869 n'en contient aucun qui manifeste une attitude ou une opinion de l'Eglise ou du clergé entre ces dates.

Par contre, dans la même collection d'articles, bon an, mal an, depuis 1945 environ un tiers des articles mentionnent des attitudes officielles de l'Eglise.

A la suite de la guerre, en effet, les migrations de réfugiés furent nombreuses, et l'Eglise universelle s'en est émue. Au Québec l'Eglise a suivi ce mouvement avec obéissance.

Deux types d'initiatives ont été prises :

a) D'origine canadienne

En 1946, Mgr Charbonneau se dit déjà en faveur d'une immigration choisie (10).

En 1952, le Cardinal Léger préside à la formation d'un secrétariat pour tous les mouvements catholiques qui s'occupent d'immigration " Nous n'avons pas à juger l'immigration au Canada, dit-il, mais à constater que beaucoup de ces immigrants sont dans le besoin " (11). Il résumait d'une façon assez complète l'attitude que l'Eglise du Québec a conservée depuis lors en matière d'immigration. Elle est assez parallèle au fond, à celle de la collectivité québécoise en général.

L'attitude du Québec en ses moments les plus positifs a été : puisque l'immigration nous est imposée par Ottawa, essayons d'en tirer le meilleur parti possible au plan national, et de sélectionner des éléments assimilables à la culture française. L'attitude de l'Eglise québécoise parallèlement pourrait se résumer ainsi : " Nous n'avons pas à juger la politique d'immigration " (ce qui est déjà un jugement implicite) " mais soyons charitables à l'égard de ses victimes, et essayons de sélectionner le plus de catholiques possible.

Nous retrouvons donc un très grand nombre d'allocutions du Cardinal encourageant les fidèles à la charité à

l'égard des immigrants, et des échos dans la presse d'inspiration catholique, en particulier les articles de Camille L'Heureux dans le Droit et des éditoriaux non signés dans le journal Notre Temps tout au cours des années 51-52 et 53.

Au plan de l'action, le secrétariat fondé en 1953 : la " commission immigrant " de la conférence catholique canadienne, plus tard connue sous le nom de CARITAS CANADA, a siégé depuis régulièrement. Ses procès-verbaux contiennent de nombreuses suggestions précises qui peuvent résumer une attitude :

- . en 1954, demander par lettre au Premier Ministre que le Gouvernement fédéral s'occupe des immigrants pendant les périodes de chômage (12).
- . en 1955, une campagne de presse pour sensibiliser l'opinion à l'immigration (13).
- . en 1956, " que les autorités provinciales soient intéressées aux problèmes des immigrants ", " que les corps publics étudient la possibilité de rendre les immigrants éligibles aux ressources communautaires (14).
- . en 1957, propagande catholique auprès des arrivants, et auprès des catholiques au moment du départ de

leur pays d'origine (15). Exécuté en 1958 (17).

- . en 1957, encore, proposer la création d'un comité provincial consultatif sur l'immigration.
- . en 1960, suggère un amendement à la loi fédérale de l'immigration pour permettre l'entrée au pays des handicapés physiques, à condition qu'ils soient parrainés (18).

b) D'inspiration internationale

L'un des motifs les plus importants derrière l'attitude de l'Eglise du Québec, est sûrement l'attitude de l'Eglise universelle. Une illustration de ce fait ressort de l'action des " services pour Immigrants Catholiques " administrés par Mgr A. Malouin, p.d., sous la juridiction de Caritas Canada et de l'Assemblée des évêques du Canada. Cet organisme fournit depuis 1952 les services suivants :

- . Préparation de documents pour l'admission d'immigrants au Canada et présentation au ministère de l'immigration.
- . prêts-voyages sans intérêt aux parrains couvrant les frais de déplacement des immigrants.
- . avis au bureau des visas.
- . location des places sur bateaux, avions etc...

- . services d'accueil à l'arrivée.
- . escorte dans les trains de Halifax à Montréal.
- . assistance à l'intégration à la vie canadienne.

Selon les déclarations de ses responsables, ce mouvement a été formé sur la demande de Rome, et financé par un fonds catholique international auquel les églises canadiennes et américaines contribuaient jusqu'en 1954 pour 75% environ. Quand les catholiques américains décidèrent de cesser leur contribution à ce fonds international et de créer leur propre agence, le Canada resta le contributeur le plus important, et par ailleurs, le pays vers lequel le plus grand nombre d'immigrants catholiques étaient dirigés par cette organisation catholique internationale.

Les motifs de Rome dans cette entreprise auraient été les suivants :

- . aider les immigrants nécessiteux.
- . recruter des membres et conserver ses ouailles d'un pays à l'autre.

. . . prévenir la dislocation des familles et le remariage des immigrants qui laissaient derrière eux leurs familles dans leur pays d'origine.

La section canadienne s'est particulièrement occupée de suppléer par ses " prêts-voyages " à la discrimination que le ministère fédéral aurait faite dans l'octroi des allocations-transport contre les familles d'immigrants latins.

En ce qui concerne l'accueil et l'escorte, le Service Catholique aux Immigrants croit avoir assumé une responsabilité que le Gouvernement fédéral et les compagnies de chemins de fer ont négligée.

Surtout si l'on prend soin de remarquer la concordance des dates, il semble que l'on puisse rattacher à cette initiative de l'Eglise internationale l'intérêt nouveau que suscita l'immigration dans les milieux catholiques québécois après la guerre.

4. SOCIÉTÉS D'ACCUEIL ET DE BIENFAISANCE spécialisées pour immigrants.

Les principales agences sociales qui oeuvrent dans ce domaine sont :

- Le Bien-être des immigrants de Québec à Québec.

De caractère bénévole, s'occupe de l'accueil aux ports, service social, aide financière, assiste les immigrants de toutes les façons pour leur intégration.

- Le conseil central des oeuvres

Agence privée de planification, recherche et identification des besoins en général ; aide financière et bien-être des immigrants.

- division spécialisée au conseil central des oeuvres.

- Service pour immigrants catholiques

Organisme de coordination nationale, au nom de la conférence catholique canadienne;

Se charge de faire respecter les principes chrétiens dans les politiques d'immigration et de population, en particulier ceux qui concernent la protection des

droits de la famille (programme de regroupement de familles, de parrainage), obtenir une coordination plus étroite des initiatives des catholiques canadiens dans le domaine des migrations.

Attirer une collaboration des organisme intéressés aux migrations, au problème de population et à l'intégration des migrants (réunions régionales du Conseil catholique canadien pour les migrations).

Etablir la liaison avec les services gouvernementaux et les agences de bien-être intéressés au migrants.

Administrer divers fonds du Canada et de l'Europe pour le regroupement de familles, le parrainage de réfugiés ou le déplacement de certaines catégories de migrants, prêts d'intégration.

Conseil des oeuvres de Montréal

Coordination et planning, représentation des services de bien-être. Travaille à l'amélioration des services de bien-être social. De caractère privé et public, desservant la population du diocèse de Montréal.

Etudes et recherches, service technique. Information.

Responsable de la création de SAVI, sous produit du Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants.

A pour but d'accueillir et de procurer aux itinérants (voyageurs et migrants), l'orientation, les informations

et l'assistance d'urgence (financière ou autre).

Faciliter l'intégration des nouveaux venus dans les communautés.

. Centre d'aide sociale aux immigrants

Accueillir les femmes et les familles de diverses nationalités qui viennent s'installer au Canada.

Leur offrir des services sociaux en vue de les aider à s'adapter à leur pays d'adoption (soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil), qui s'occupent aussi du camp Sainte-Françoise de Cabrini, pour enfants immigrants.

. Bien-être des immigrants de Sherbrooke

Organisme bénévole avec le concours financier de Caritas-Sherbrooke. Assiste les immigrants de toutes les façons pour leur intégration.

. Commission des écoles catholiques de Montréal

Cours de langues pour adultes. Enseignement de la langue maternelle aux enfants. Cours s'adressant à tous les immigrants catholiques sans distinction de langue et de nationalité. Placement et orientation. Camps d'enfants.

Ce service des Néo-Canadiens a été aboli en titre en

1964, les cours de langues relevant maintenant d'un bureau de classes bilingue pour les enfants; les cours de langues pour adultes relevant du service d'éducation des adultes, subventionné par le ministère de l'éducation.

Il est facile de constater que plusieurs services se partagent un même champ d'action et les mêmes sources de financement avec une efficacité discutable au plan des résultats : accueil, placement, intégration socio-culturelle.

Ces agences ont assumé un rôle que l'Etat québécois a jusqu'ici négligé de remplir, avec les résultats prévisibles au plan du manque de coordination et de double emploi.

Une enquête a été effectuée par le nouveau service provincial d'immigration auprès de 320 succursales d'agences, groupes ethniques, paroisses nationales etc... qui oeuvrent dans ce domaine.

Cette enquête révèle que les problèmes que ces associations rencontrent le plus souvent dans leurs contacts avec les immigrants sont :

. Le travail (placement) dans une proportion de	85.5%
. La langue	47.%
. Inadaptation	41.%
. Attitude des canadiens français	32.%
. Informations inexactes à l'étranger . .	21.5%

Par ailleurs, une compilation des suggestions et propositions faites par les mêmes groupes a donné la

liste qui suit :

1.	Cours de langue	82%
2.	Coordination	61%
3.	Education des canadiens-français .	58%
4.	Favoriser l'immigration française .	56%
5.	Création d'un service de place- ment	52%
6.	Sélection judicieuse	47%
7.	Sécurité sociale à l'arrivée . .	32%

5. L'OPINION PUBLIQUE

Il n'est pas facile de retracer des preuves de ce qu'a été l'opinion publique québécoise en matière d'immigration entre la Confédération et la guerre de 1939.

En effet, notre principale source est l'Histoire de la Province de Québec de Rumilly, et il n'est pas possible dans le temps mis à notre disposition de vérifier à nouveau tous les journaux québécois de cette longue période pour nous assurer de l'objectivité de l'auteur. Le ton de l'ouvrage nous permet en effet de ne pas écarter complètement l'hypothèse d'une sélection subjective des textes à partir du point de vue de l'auteur.

Par ailleurs, le peu d'articles de journaux et d'ouvrages que nous avons pu trouver pour cette période vont dans le même sens que les opinions rapportées par Rumilly, de sorte qu'il ne nous est pas possible vraiment de mettre sa thèse en jeu.

Cette mise en garde faite, voici comment on pourrait résumer les attitudes de l'opinion publique, telle qu'exprimée par les hommes politiques, les

journalistes, les écrivains, les leaders nationaux.

L'immigration est perçue comme une technique des anglo-saxons pour contrebalancer les effets de la natalité des canadiens-français sur la proportion des groupes ethniques au pays. Elle apparaît comme le fruit des machinations conjuguées du gouvernement fédéral mu par les motifs que nous venons d'exposer, du gouvernement britannique qui cherche une solution au chômage périodique, et des compagnies de chemin de fer qui y voient leur profit. En conséquence, elle suscite une opposition constante de tous les secteurs de la population.

En 1904, comme en 1927, c'est le même refrain, dont les deux passages suivants sont caractéristiques :

" Lord Strathcona, haut commissaire canadien à Londres, et Sifton, ministre de l'Intérieur à Ottawa, travaillaient de concert à entretenir vers le Canada - vers l'Ouest canadien - un puissant courant d'immigration. Le Pacifique-Canadien en profitait. Le Grand-Tronc en recevrait bientôt sa part. Il s'agissait à la fois de développer l'Ouest, de noyer l'élément canadien français, de fournir de la clientèle aux réseaux et de créer une surabondance de main-d'oeuvre évitant la hausse des salaires. L'opinion s'avisait encore assez peu de la diminution proportionnelle, en nombre et en influence, que l'immigration intensive infligeait à la race française et à la province de Québec, dans l'ensemble du Canada.

On trouve quelques mises en garde décousues sur les lèvres des évêques de l'Ouest et sous la plume de Thomas Chapais. Bourassa vit aussi le danger, et pria le gouvernement fédéral de susciter une immigration française et belge dans la province de Québec. Le curé Labelle avait déjà tenté, dans ce sens, des efforts infructueux ". (19)

" Les réseaux accordent aux immigrants des avantages refusés aux Canadiens de vieille roche. Un Anglais du " vieux pays " et ses enfants de moins de dix-sept ans se transportent pour vingt-deux dollars en tout, de Londres au Manitoba, où des terres les attendent. Un colon canadien-français paie le double de Montréal à Winnipeg, il paie encore pour ses enfants, et des terres vacantes ne lui sont pas volontiers concédées. Depuis l'ouverture de l'Ouest, sous tous les régimes, libéraux ou conservateurs, l'immigration intensive a toujours visé non pas seulement à peupler le pays, à fournir des clients éventuels au Pacifique-Canadien, mais à réduire le coefficient français. Pareil dessin ne s'avoue jamais. Personne ne peut l'ignorer et personne ne l'ignore. Arthur de Buies, le dénonçait, avec sa franche et rude éloquence, une quarantaine d'années plus tôt ". (20).

La même attitude est exprimée par Arthur de Buies, Philippe Landry, Thomas Chapais, Jules Fournier et Bourassa en 1906 (21). A la même époque, le docteur Eugène Paquet (22), alors député de l'Islet aux Communes, propose une thèse aussi opposante, mais plus réaliste, qui consiste à tirer le meilleur parti possible de l'immigration qui nous est imposée en la sélectionnant favorablement à nos intérêts. Il propose d'établir un commissariat en Belgique où nous pouvons

recruter les meilleures classes d'immigrants agricoles".

Mais l'ensemble de l'opinion s'oppose à la politique fédérale d'immigration. Lavergne joint ses critiques à celles de Bourassa (23). Parmi les journaux, le Nationaliste de l'Action sociale mènent campagne dans le même sens (24).

Le député Lamarche, les rédacteurs du Devoir, ceux de la Patrie, expriment les mêmes opinions durant la guerre de 1914 (25). La campagne anti-immigration s'intensifie dans l'immédiat après-guerre et s'organise autour de Bourassa, de l'Action Française, des Sociétés St-Jean-Baptiste, et du Devoir où Georges Pelletier s'intéresse à la question avec la même patience que l'on retrouve aujourd'hui à Jean-Marc Léger (26).

Dans l'euphorie économique des années 1920, la politique fédérale d'immigration reprend, encouragée d'ailleurs par les pressions des chemins de fer et de la finance (27), mais au Québec, elle est toujours perçue dans la même optique :

" Les grandes compagnies de transport, la Gazette, le Star, le député israélite Samuel-William Jacobs et une Canadian Colonization Association, fondée à Winnipeg et présidée par sir John Willison, poussaient le gouvernement fédéral à intensifier l'immigration. " Il nous faut importer des contribuables et des consom-

mateurs ", disait Shaughnessy. Il fallait surtout importer des clients pour le Pacifique-Canadien et des Anglo-Saxons pour compenser la natalité canadienne-française. Et ce dernier point l'emportait encore. On n'en parlait jamais, mais on y pensait toujours. Quand la Gazette ou le Star demandent des immigrants " de premier choix ", ils ne veulent pas dire impeccables au point de vue physique ou moral, ils veulent dire simplement : des Anglais ". (28).

De plus en plus, les canadiens français sentent que l'ouest ne leur appartiendra pas, et que l'immigration sert d'instrument pour les y supplanter :

" Oscar Boulanger, député de Bellechasse, et l'abbé Georges-Marie Bilodeau, missionnaire colonisateur, signalent, simultanément, cette anomalie : il en coûte cinq fois plus à une famille canadienne pour se rendre de Montréal à Edmonton qu'à une famille anglaise pour se rendre de Liverpool à la même destination. Encore l'argent est-il le plus souvent avancé à la famille anglaise, sans préjudice de l'aide fournie sur les lieux ". (29).

Desaulniers, député de Ste-Marie, en arrive aux mêmes conclusions (30).

Mais, c'est bientôt 1929 et le début de la crise : c'est toute l'opinion anglaise comme française qui s'oppose à l'immigration massive pour des raisons économiques (31).

Edouard Monpetit (32), Léon Gerin (33), le Chanoine Philippe Casgrain (34), le Père Alexis (35), ont tout à tour dénoncé l'illogisme d'une politique d'immigration massive en période de chômage. Après 1945, la politique d'immigration reprend plus intensive encore, mais cette

fois les réactions ont varié.

Nous avons parcouru en diagonale quelques 2,000 articles écrits dans les journaux français du Québec entre 1945 et 1965 au sujet de l'immigration (36). Il ne saurait être question de faire une analyse exhaustive de cette prose, mais nous avons essayé, sans nous illusionner sur la valeur scientifique de cette méthode, d'en dégager les thèmes principaux.

Nous avons dit qu'il y avait eu un changement d'attitude ; on pourrait le décrire en disant que la protestation globale contre l'immigration est devenue une protestation spécifique contre l'immigration massive.

- . 82% de ces articles environ réclament une sélection des immigrants à partir des besoins du marché du travail.
- . 76% accusent une inquiétude quant à l'effet de l'immigration sur la proportion des canadiens français dans la population du Canada et proposent divers moyens d'intégration culturelle.
- . 28% traitent des problèmes humains posés par l'arrivée des immigrants au pays, et de l'accueil

que nous leur faisons.

Ces dernières années, l'attention des journalistes s'est tournée moins vers les résultats de l'immigration sur la population canadienne, mais vers les problèmes pratiques de l'intégration au Québec des immigrants qui y viennent.

Camille L'Heureux (Le Droit), Laurendeau (Devoir), et Jean-Marc Léger (La Presse - Le Devoir), ont été particulièrement intéressés par le sujet depuis 1955. Le courant de pensée qu'ils ont suscité pourrait se résumer ainsi : lutte contre l'immigration massive, sélection d'immigrants intégrables culturellement et économiquement, invitation au Gouvernement du Québec d'agir au plan de l'accueil, de l'assistance et de l'éducation. Avant 1945, l'attitude la plus répandue était : comment arrêter l'immigration; depuis elle est devenue : comment retenir l'immigrant au Québec et l'assimiler à la culture française.

N.B. Motivation des attitudes

Nous n'avons pas accepté de traiter cette partie de la recherche pour deux raisons :

- . l'auteur a une formation en sciences politiques et en droit qui ne lui permet pas de se prononcer sur les motivations des attitudes des autres dans quelque domaine que ce soit, sans risquer de projeter ses propres schèmes et de fausser les résultats.
- . le délai accordé ne permettait à aucune équipe de psychologues sociaux d'entreprendre les recherches nécessaires pour déterminer les motivations de ces attitudes.

Cependant, des recherches partielles ont déjà été faites dans ce domaine par des membres du Centre de Recherches en relations humaines et même si elles ne sont scientifiquement valables que pour le lieu (Montréal) et le temps auquel elles ont été faites, on peut considérer leurs conclusions comme des indices.

Nous citons un long extrait de ce texte, et annexons trois tableaux particulièrement révélateurs :

" Il faut en induire une grande homogénéité ethnique et conclure provisoirement que chaque ethnie impose à ses membres certains schèmes de référence selon lesquels se forment leurs opinions.

Une brève analyse de chaque groupe ethnique du point de vue socio-économique indique aussi

des différences importantes entre les trois catégories sociales ($P < .001$). La classe "pauvre" déterminerait des tendances négatives et la classe "riche", des tendances positives. La classe "moyenne" n'imposerait aucune valence particulière, empruntant plutôt celles de l'une ou l'autre des classes extrêmes. En fait, ces "moyens" pourraient bien ne former qu'une catégorie de surface, puisqu'une partie d'entre eux raisonnent exactement comme les "pauvres", et une autre, comme les "riches".

L'examen de l'interaction des deux premières variables suggère certaines nuances. Il est bien vrai que le fait d'appartenir à la classe inférieure incline les individus à opter pour les opinions négatives; mais, cette tendance nettement plus accusée chez les Canadiens français, apparaît déjà atténuée chez les Canadiens anglais et pratiquement négligeable chez les Canadiens juifs. De même, s'il est bien vrai que les "riches" penchent plutôt vers les valences positives, ils ne laissent pas de le faire d'une manière bien différente selon leur appartenance ethnique. Les Canadiens juifs favorisent une immigration massive surtout s'ils appartiennent au statut supérieur; les Canadiens anglais du même statut, tout en manifestant plus de valences positives que les "pauvres" de leur groupe, favorisent plutôt une immigration du type discriminatif (-1 et $1+$); les Canadiens français "riches" se tiennent à peine des contraintes de leur groupe ethnique et ne parviennent qu'à une opposition nuancée (-1).

Le statut socio-économique jouerait donc le rôle de déterminant secondaire par rapport au facteur ethnique. Toutes choses égales d'ailleurs, son influence se manifesterait plutôt sous l'aspect de modalités imposées aux tendances déjà fondamentalement prescrites par les normes ethniques. Le cas du groupe d'origine juive offre une illustration intéressante de ce fait. L'ethnie y joue tellement bien le rôle de déterminant capital qu'elle parvient presque à éteindre la pression des classes socio-économiques. C'est aussi le seul cas où le test d'indépendance appliqué au statut livre une probabilité insuffisante.

Allport suggère l'âge comme l'un des facteurs déterminants, du moins dans le domaine des préjugés. Tel n'est pas le cas ici. Aucune différence significative ne sépare les trois catégories d'âge. Tout au plus, les jeunes s'avèrent-ils mieux disposés à l'égard du problème, surtout parmi les sujets de langue française.

Les opinions paraissent varier davantage en fonction du sexe des sujets qu'en fonction de leur âge. De nos recherches (37) se dégagent les conclusions suivantes : dans tous les groupes, les femmes hésitent plus que les hommes à favoriser l'immigration. Tout se passe comme si elles subissaient plus fortement la contrainte de leur groupe ethnique et socio-économique lorsque cette contrainte s'avère négative, et moins fortement lorsqu'elle s'avère positive. L'indifférence paraît, aussi, plus marquée parmi l'élément féminin.

Bien que statistiquement significatif, le rapport entre les contacts et les opinions se laisse difficilement analyser. Chose certaine, l'influence des contacts varie selon l'appartenance d'un individu à un groupe ethnique donné. Ainsi, parmi les Canadiens français qui entretiennent certaines relations avec des immigrants, seulement 23% s'opposent à toute immigration, quand, par ailleurs 40% s'y opposent parmi ceux qui n'en ont aucune. Le contraire se produit parmi les Canadiens anglais. Et, à l'intérieur du groupe d'origine juive, c'est seulement parmi les sujets partageant des opinions positives que se manifeste l'influence des contacts. Ainsi, les individus prétendant connaître les immigrants se classent relativement nombreux à la cote de l'immigration massive (42% contre 18% sans contacts). "

GUY DUBREUIL

TABLEAU II
Distribution des opinions des Canadiens français avec les principales raisons
apportées par eux à l'appui de ces opinions

%	Opinions	Raisons alléguées
43.49% R : 12.13% M : 31.50% P : 58.46%	-3 Abolition complète de toute immigration	1. Les immigrants sont responsables de la crise du logement, du chômage et de l'inflation. 2. Ils sont protégés par le gouvernement et les employeurs qui leur accordent les privilèges qui nous reviennent de droit. 3. Cela se fait avec la complicité des autres groupes ethniques. 4. C'est une injustice envers nous qui avons bâti le pays. 5. Toute politique d'immigration ne peut que diminuer nos chances de survivance comme groupe.
15.05% R : 18.58% M : 19.48% P : 11.32%	-2 Immigration limitée à un nombre restreint : imposition d'un quota	1. Mêmes raisons que plus haut. 2. Cependant, peut-être pourrions-nous manquer de main d'œuvre, comme le prétend le gouvernement. 3. Peut-être aussi un certain nombre d'Européens sont-ils dans le besoin. 4. Dans ce cas, nous pourrions tolérer l'entrée d'un petit nombre d'immigrants. 5. Cela, à la condition qu'ils ne nous enlèvent pas les privilèges qui nous reviennent.
18.89% R : 37.01% M : 26.66% P : 9.70%	-1 Immigration limitée par l'imposition de critères plus sévères d'admission	1. Le Canada est un grand pays (superficie et ressources). 2. S'il est bien exploité, il peut parvenir au rang de grande puissance. 3. L'immigration peut aider à cette fin. 4. Toutefois, il faut la limiter aux groupes assimilables à l'élément français. (Français, Belges, Italiens). 5. Ainsi, notre survivance ne sera pas menacée.
10.80% R : 18.32% M : 15.56% P : 5.97%	1+ Adhésion à la politique actuelle de l'immigration	1. Cette politique permet au groupe français d'accroître son effectif proportionnellement à celui du groupe majoritaire. 2. Une plus grande population élèvera le Canada au rang de grande puissance. 3. Le standard de vie s'en trouvera meilleur pour chacun.
1.03% R : 6.09% M : 0.88% P : 0.00%	2+ Intensification de la politique : critères plus flexibles d'admission	1. Tout genre d'isolationisme est périmé et nuit à l'unité nationale du Canada. 2. L'immigration améliorera les relations entre les différents groupes ethniques du pays. 3. Elle contribue à l'avancement des diverses spécialités (industrie, commerce, science, culture, etc.).
1.90% R : 5.34% M : 1.44% P : 1.44%	3+ Immigration massive : abolition de tout critère d'admission	1. L'immigration n'offre aucun danger : car nos ressources sont illimitées. 2. L'origine ethnique ne doit pas entrer en considération : le point de vue humanitaire doit l'emporter sur tout genre de discrimination.
8.81% R : 2.53% M : 4.47% P : 13.11%	0 Indifférence totale	Aucune raison invoquée pour ou contre la politique d'immigration.

N. B. — Le premier pourcentage de chaque catégorie réfère à la proportion dans laquelle l'ensemble du groupe canadien-français se classe dans chacune des catégories d'opinions. Les trois autres pourcentages de chaque catégorie indiquent les proportions dans lesquelles les sujets se groupent sous une opinion par rapport aux trois statuts socio-économiques, à savoir : (R) les riches, (M) les moyens et (P) les pauvres.

Raisons alléguées réfère aux principales raisons que les sujets invoquaient à l'appui de leurs opinions.

GUY DUBREUIL

TABEAU II
*Distribution des opinions des Canadiens français avec les principales raisons
 apportées par eux à l'appui de ces opinions*

<i>%</i>	<i>Opinions</i>	<i>Raisons alléguées</i>
43.49% R : 12.13% M : 31.50% P : 58.46%	-3 Abolition complète de toute immigration	1. Les immigrants sont responsables de la crise du logement, du chômage et de l'inflation. 2. Ils sont protégés par le gouvernement et les employeurs qui leur accordent les privilèges qui nous reviennent de droit. 3. Cela se fait avec la complicité des autres groupes ethniques. 4. C'est une injustice envers nous qui avons bâti le pays. 5. Toute politique d'immigration ne peut que diminuer nos chances de survivance comme groupe.
15.05% R : 18.58% M : 19.48% P : 11.32%	-2 Immigration limitée à un nombre restreint l'imposition de d'un quota	1. Mêmes raisons que plus haut. 2. Cependant, peut-être pourrions-nous manquer de main-d'œuvre, comme le prétend le gouvernement. 3. Peut-être aussi un certain nombre d'Européens sont-ils dans le besoin. 4. Dans ce cas, nous pourrions tolérer l'entrée d'un petit nombre d'immigrants. 5. Cela, à la condition qu'ils ne nous enlèvent pas les privilèges qui nous reviennent.
18.89% R : 37.01% M : 26.66% P : 9.70%	-1 Immigration limitée par l'imposition de critères plus sévères d'admission	1. Le Canada est un grand pays (superficie et ressources). 2. S'il est bien exploité, il peut parvenir au rang de grande puissance. 3. L'immigration peut aider à cette fin. 4. Toutefois, il faut la limiter aux groupes assimilables à l'élément français, (Français, Belges, Italiens). 5. Ainsi, notre survivance ne sera pas menacée.
10.80% R : 18.32% M : 15.56% P : 5.97%	1+ Adhésion à la politique actuelle de l'immigration	1. Cette politique permet au groupe français d'accroître son effectif proportionnellement à celui du groupe majoritaire. 2. Une plus grande population élèvera le Canada au rang de grande puissance. 3. Le standard de vie s'en trouvera meilleur pour chacun.
1.03% R : 6.09% M : 0.88% P : 0.00%	2+ Intensification de la politique : critères plus flexibles d'admission	1. Tout genre d'isolationisme est périmé et nuit à l'unité nationale du Canada. 2. L'immigration améliorera les relations entre les différents groupes ethniques du pays. 3. Elle contribue à l'avancement des diverses spécialités (industrie, commerce, science, culture, etc.).
1.90% R : 5.34% M : 1.44% P : 1.44%	3+ Immigration massive : abolition de tout critère d'admission	1. L'immigration n'offre aucun danger : car nos ressources sont illimitées. 2. L'origine ethnique ne doit pas entrer en considération : le point de vue humanitaire doit l'emporter sur tout genre de discrimination.
8.81% R : 2.53% M : 4.47% P : 13.11%	0 Indifférence totale	Aucune raison invoquée pour ou contre la politique d'immigration.

N. B. — Le premier pourcentage de chaque catégorie réfère à la proportion dans laquelle l'ensemble du groupe canadien-français se classe dans chacune des catégories d'opinions. Les trois autres pourcentages de chaque catégorie indiquent les proportions dans lesquelles les sujets se groupent sous une opinion par rapport aux trois statuts socio-économiques, à savoir : (R) les riches, (M) les moyens et (P) les pauvres.

Raisons alléguées réfère aux principales raisons que les sujets invoquaient à l'appui de leurs opinions.

GUY DUBREUIL

TABEAU II
*Distribution des opinions des Canadiens français avec les principales raisons
 apportées par eux à l'appui de ces opinions*

%	Opinions	Raisons alléguées
43.49% R : 12.13% M : 31.50% P : 58.46%	-3 Abolition complète de toute immigration	1. Les immigrants sont responsables de la crise du logement, du chômage et de l'inflation. 2. Ils sont protégés par le gouvernement et les employeurs qui leur accordent les privilèges qui nous reviennent de droit. 3. Cela se fait avec la complicité des autres groupes ethniques. 4. C'est une injustice envers nous qui avons bâti le pays. 5. Toute politique d'immigration ne peut que diminuer nos chances de survivance comme groupe.
15.05% R : 18.58% M : 19.48% P : 11.32%	-2 Immigration limitée à un nombre restreint : imposition d'un quota	1. Mêmes raisons que plus haut. 2. Cependant, peut-être pourrions-nous manquer de main-d'œuvre, comme le prétend le gouvernement. 3. Peut-être aussi un certain nombre d'Européens sont-ils dans le besoin. 4. Dans ce cas, nous pourrions tolérer l'entrée d'un petit nombre d'immigrants. 5. Cela, à la condition qu'ils ne nous enlèvent pas les privilèges qui nous reviennent.
18.89% R : 37.01% M : 26.66% P : 9.70%	-1 Immigration limitée par l'imposition de critères plus sévères d'admission	1. Le Canada est un grand pays (superficie et ressources). 2. S'il est bien exploité, il peut parvenir au rang de grande puissance. 3. L'immigration peut aider à cette fin. 4. Toutefois, il faut la limiter aux groupes assimilables à l'élément français. (Français, Belges, Italiens). 5. Ainsi, notre survivance ne sera pas menacée.
10.80% R : 18.32% M : 15.56% P : 5.97%	1+ Adhésion à la politique actuelle de l'immigration	1. Cette politique permet au groupe français d'accroître son effectif proportionnellement à celui du groupe majoritaire. 2. Une plus grande population élèvera le Canada au rang de grande puissance. 3. Le standard de vie s'en trouvera meilleur pour chacun.
1.03% R : 6.09% M : 0.88% P : 0.00%	2+ Intensification de la politique : critères plus flexibles d'admission	1. Tout genre d'isolationisme est périmé et nuit à l'unité nationale du Canada. 2. L'immigration améliorera les relations entre les différents groupes ethniques du pays. 3. Elle contribue à l'avancement des diverses spécialités (industrie, commerce, science, culture, etc.).
1.90% R : 5.34% M : 1.44% P : 1.44%	3+ Immigration massive : abolition de tout critère d'admission	1. L'immigration n'offre aucun danger : car nos ressources sont illimitées. 2. L'origine ethnique ne doit pas entrer en considération : le point de vue humanitaire doit l'emporter sur tout genre de discrimination.
8.81% R : 2.53% M : 4.47% P : 13.11%	0 Indifférence totale	Aucune raison invoquée pour ou contre la politique d'immigration.

N. B. — Le premier pourcentage de chaque catégorie réfère à la proportion dans laquelle l'ensemble du groupe canadien-français se classe dans chacune des catégories d'opinions. Les trois autres pourcentages de chaque catégorie indiquent les proportions dans lesquelles les sujets se groupent sous une opinion par rapport aux trois statuts socio-économiques, à savoir : (R) les riches, (M) les moyens et (P) les pauvres.

Raisons alléguées réfère aux principales raisons que les sujets invoquaient à l'appui de leurs opinions.

EN GUISE DE CONCLUSION

Si les politiques proposées au niveau du fonctionarisme sont confirmées par le cabinet et mises en application nous allons reproduire à un siècle de distance la politique élaborée par Mercier et Labelle : accueil, sélection, intégration, recrutement à l'étranger etc... à ceci près qu'il n'est pas certain que nous sélectionnions des immigrants agricoles uniquement.

Pourquoi cette politique qui s'est avérée inutile il y a un siècle aurait-elle maintenant du succès ?

L'attrait des Etats-Unis n'est pas moins fort, et celui de Toronto soudainement plus grand. Toutes proportions gardées, le chômage est aussi plus élevé que dans ces deux centres d'attraction.

Les chances de réussite de cette politique reposent sur deux éléments :

- une plus grande facilité d'intégration socio-culturelle, si le récent changement d'attitude

que nous avons noté est assez puissant pour améliorer sensiblement la qualité de l'accueil.

- le succès de notre politique de sélection des secteurs économiques ouverts aux immigrants conjugué avec la rapidité d'industrialisation et de croissance de notre économie.

C'est de ces deux facteurs que dépend le succès ou l'échec de la politique proposée.

Les immigrants viendront au Québec s'ils y trouvent des avantages économiques dans un milieu culturel accueillant.

Mais quel que soit le résultat de la politique qu'il entreprend, le Québec n'a pas le choix de reculer puisqu'il ne contrôle pas l'entrée des immigrants.

Ce sont les conséquences inévitables de notre statut minoritaire dans une fédération dont l'histoire démontre qu'en matière d'immigration, tout au moins, nous n'avons jamais pu influencer les politiques centrales.

Références :

(chapitre des politiques)

- (1) A.A.B.N. art. 95
- (2) Rapport du conseil privé, 27 mai 1892
document 1482, ministère provincial de
l'agriculture.
- (3) Statuts du Québec 1869, chap. XV, art. 1.
- (4) Ibidem art. 2.
- (5) Arrêté en conseil - 7 mai 1870.
- (6) " " no 33, février 1871.
- (7) " " no 32, février 1871.
- (8) Perron, Marc " E.A. Barnard, 1835-1898,
essai historique sur l'agriculture 1760 - 1900.
- (9) Document no 1845, ministère de l'agriculture.
- (10) Ibidem
- (11) Document 827, ministère des travaux publics.
- (12) Document 1745, ministère de l'agriculture, 1888-89.
- (12a) Lettre du curé Labelle à Mercier, document no 1951,
ministère de l'agriculture.
- (13) 38 Victoria, 1875, Statuts de Québec, chap. 3.
- (14) Ibidem articles 2, 3, 4, 6 et 7.
- (15) Entre autres plaintes de l'agent d'immigration à
Montréal : " I regret that a great number of agri-
culturists with a little capital do not more fre-
quently present themselves, the advantages now
offered to them well deserve their notice.
- (16) 48 Victoria 1885, Statuts de Québec, chap. 33.
- (17) Ibidem art. 1.
- (18) 38 Victoria, Statuts de Québec, 1875, chap. 3,
art. 2 et 7.
- (19) Garron, J.E. " Historique de la colonisation dans
la province de Québec " - Québec, juillet 1940.
- (20) Le Canada, 7 mai 1951.
- (21) S.R.Q., 1964, chap. 104, art. 2, par. 3,
art. 13.
- (22) S.R.Q., 1964, chap. 219.
- (23) S.R.Q., 1964, chap. 218, art. 5.
- (24) S.R.Q., 1964, chap. 220, art. 38.
- (25) Ibidem chap. 232, art. 11.
- (26) Ibidem chap. 277, aucune restriction.
- (27) Ibidem chap. 165, art. 3.
- (28) Ibidem chap. 159, art. 6.
- (29) Ibidem chap. 111, art. 1, par. 2.
- (30) Ibidem chap. 109, art. 2a.
- (31) Ibidem chap. 108, art. 1a.
- (32) Ibidem chap. 103, art. 1a et b.
- (33) Ibidem chap. 163, art. 7b - art. 10, par. 2.
- (34) Ibidem chap. 60, art. 4.
- (35) Ibidem chap. 241, art. 3 et 5.

- (36) Ibidem chap. 240, art. 1e.
- (37) Ibidem chap. 226, art. 2.
- (38) Ibidem chap. 225, art. 4.
- (39) Ibidem chap. 224, art. 2.
- (40) Ibidem chap. 222, art. 2b et 10b.
- (41) Ibidem chap. 216, art. 1e.
- (42) Ibidem chap. 223, art. 3b.
- (42a) Ibidem chap. 247, art. 75a.
- (43) Ibidem chap. 248, art. 40 a.
- (44) Ibidem chap. 249, art. 30.
- (45) Ibidem chap. 253, art. 64 et 55.
- (46) Ibidem chap. 255, art. 8, par. 2, a).
- (47) Ibidem chap. 258, art. 14a.
- (48) Ibidem chap. 260, art. 25a.
- (49) Ibidem chap. 270, art. 7, par. 3.
- (50) Ibidem chap. 41, art. 12.
- (51) Ibidem chap. 44, art. 42, a et 54 e.
- (52) Ibidem chap. 262, art. 15, par. 2, a.
- (53) Ibidem chap. 270, art. 4.
- (54) Ibidem chap. 13, art. 46.
- (55) Ibidem chap. 269, art. 17.
- (56) Ibidem chap. 265, art. 6.
- (57) Ibidem chap. 148, art. 15.
- (58) Ibidem chap. 142.
- (59) Code civil, art. 5, par. 3 et 4.
Code civil, art. 25.
- (60) S.R.Q., 1964, chap. 23, art. 1.
- (61) Ibidem chap. 282, art. 3.
- (62) Ibidem chap. 7, art. 47, par. 4.
- (63) Ibidem chap. 26, art. 2 e.
- (64) Ibidem chap. 301, art. 1.
- (65) Code civil, art. 42.
- (66) Code civil, art. 44 et 65, 59 a.
- (67) Code civil, art. 44 et 67.
- (68) Code civil, art. 53a.
- (69) Code de procédures civil ancien article 324.
- (70) Débats 4ème session, 27ème législature - 10 fév. 1965
Vol. 2 - pno 12, page 463.
- (71) Ibidem page 467.
- (72) Débats 4ème session, 27ème législature - 17 fév. 1965
Vol. 2 - no 16, page 634.
- (73) Ibidem.
- (74) Ibidem page 635.
- (75) Ibidem page 635.
- (76) Ibidem pages 636 et 637.
- (77) Fourni par le conseiller technique et préparé pour
le comité interministériel et communication du
Ministre.

Références :

(chapitre des attitudes)

- (1) Tous les renseignements à ce sujet sont extraits des trois mémoires suivants :
 - . Mémoire sur l'immigration, oct. 1947.
 - . Le problème de l'immigration des français au Canada, avril 1952.
 - . Mémoire à la Commission Royale d'Enquête (Tremblay) sur les problèmes constitutionnels. soumis par la Chambre de Commerce du district de Montréal.
- (1a) Rapport Durham, présenté, traduit et annoté par M. P. Hamel - Editions du Québec - 1948 - p. 306.
- (2) Ces compagnies ont demandé de ne pas dévoiler leur identité. Comme caractéristiques on peu dire que ce sont en majorité des compagnies qui utilisent l'anglais comme langue de travail.
- (3) 1948 - La Presse - date non mentionnée.
- (3a) 1937 - Le Devoir - 18 janvier.
- (4) Voix de l'Est, Granby - 15 janv. 1951. Devoir 9 mai 1957.
- (5) Le Devoir - 7 oct. 1952.
- (6) Résolutions no 33 - 34, 5ème congrès 1960.
- (6a) Congrès de 1921, résolution no 16.

1923	"	1
1927	"	2
1927	"	45
1927	"	4 et 8
1929	rapport	page 77
1930	résolution no	7, 18 et 40
1933	"	13, 14
1937	"	24
1938	"	3
1939	"	44
1944	"	125
1946	"	147, 179
1947	"	82, 83
1948	"	172
- (6b) Congrès 1949, résolution no 93.
- (6c) 1954, Cahier des Revendications, chap. X.
- (7) Gustave Lanctot " Les relations du Canada avec les U.S.A., Montréal 1941, p. 293 - 98.
- (8) Voir à ce sujet le chapitre " politiques ".
- (9) Fournie par l'ex-service des Néo-Canadiens de la CECM.
- (10) L'Action, 6 décembre 1946.
- (11) Le Canada 14 mars 1952.
- (12) Procès verbal 19 juin 1954, page 3.
- (13) " 15 oct. 1955, page 6.
- (14) " 16 juin 1956, page 3.
- (15) " 5 juin 1957, page 4.

- (16) Procès-verbal 30 mars 1957 page 2.
(17) " 7 oct. 1958, page 2.
(18) " 6 fév. 1960, page 2.
(19) Rumilly, Robert, Histoire de la Prov. de Québec,
v. 11, page 166-67.
(20) Ibidem vol. 29, pages 120 et 121.
(21) Ibidem vol. 12, page 134-5.
(22) Paquet, Dr Eugène, " Le Canada et son immigration " 1908.
(23) Rumilly, op. cit. v. 13, p. 33 et 133; v. 16, p. 51.
(24) Ibidem v. 14, p. 73.
(25) Ibidem v. 21, p. 39, 43 et 181.
(26) Ibidem v. 24, p. 8 et 9.
(27) Ibidem v. 28, p. 269.
(28) Ibidem v. 26, p. 133.
(29) Ibidem v. 30, p. 60.
(30) Ibidem v. 30, p. 228.
(31) Ibidem v. 31, p. 85.
(32) La Presse, 12 avril 32.
(33) Ibidem
(34) Casgrain, Philippe, " L'immigration au Canada "
1937, v. 2, p. 131-37.
(35) Alexis, R.P. " Les périls de la race française
au Canada in Almanach de l'Action Sociale Catho-
lique, Montréal 1926.
(36) Collection de la CECM.
(37) Dubreuil, Guy, " L'immigration et les groupes
canadiens ", in Contribution à l'étude des
sciences humaines.

145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------

